



Notre Dame de Sion ouvre la saison avec Dimitri Ashkenazy & Orchestra'Sion

Samedi 28 septembre à 19h30

(lire la suite page 12)

La longue histoire de la presse francophone en Turquie



(lire la suite page 2)

Aujourd'hui la Turquie sera désormais disponible gratuitement aux stands de journaux de Turkish Airlines dans les aéroports d'Istanbul. N'oubliez pas de demander votre journal avant de monter à bord !

Aujourd'hui la Turquie, Türk Hava Yolları'nın tüm dış hatlar, ekonomik sınıf yolcuları için ücretsiz olarak THY gazete dağıtım standlarında... Uçağa binmeden gazetenizi isteyiniz!



14^{ème} Festival International du film documentaire Safran d'Or



L'été continue au club Lookéa Müskebi à Bodrum



Marion Lefèvre

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Télécharger les applications iPad et iPhone de notre journal gratuitement.

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 102, Septembre 2013

À la conquête du Conseil de sécurité

Chaque année au mois de septembre, l'Assemblée générale des Nations unies ouvre une nouvelle session et reçoit à cette occasion les dirigeants du monde entier pour débattre des grands enjeux internationaux. Une occasion à ne pas manquer pour la Turquie, qui brigue un siège de membre non-permanent du Conseil de sécurité en 2015-2016.

Chaque année au mois de septembre, l'Assemblée générale des Nations unies ouvre une nouvelle session et reçoit à cette occasion les dirigeants du monde entier pour débattre des grands enjeux internationaux. Une occasion à ne pas manquer pour la Turquie, qui brigue un siège de membre non-permanent du Conseil de sécurité en 2015-2016.

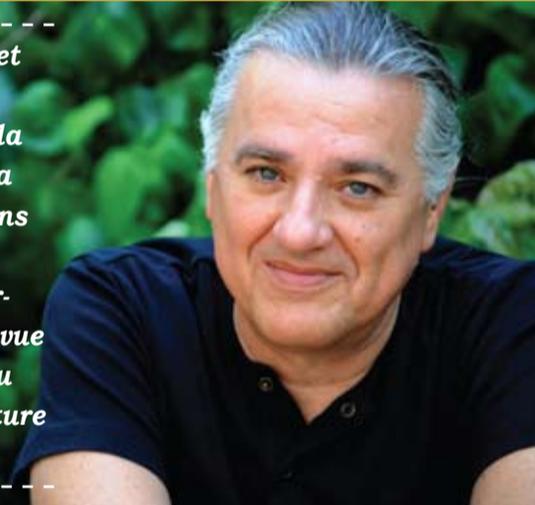


Même si la Représentation permanente de la Turquie auprès des Nations unies vient d'emménager dans ses nouveaux locaux du One Dag Hammarskjöld Plaza, ne vous fiez pas à la peinture fraîche : l'histoire entre la Turquie et les Nations unies ne date pas d'hier. Le 26 juin 1945, Hasan Saka, le ministre turc des Affaires étrangères de l'époque, était l'un des 51 signataires de la Charte des Nations unies, créant l'ONU. La Turquie ne fait toutefois pas partie du club privilégié des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dotés du droit de veto, que sont historiquement les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France.

(lire la suite page 8)

Rencontre avec Yiğit Bener autour de la francophonie en Turquie

Yiğit Bener a été le premier et le seul écrivain turc à avoir traduit « Voyage au bout de la nuit » de Céline, en 2002. Il a baigné toute son enfance dans la culture francophone. Le temps d'une interview, il partage avec nous son point de vue sur l'histoire et l'évolution du français à travers la littérature et la société turque.



Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?

Mon enfance a été partagée entre la France et la Turquie et j'ai même appris à lire et à écrire le français avant le turc. J'ai fait des études de médecine ; puis j'ai été réfugié politique pendant dix ans en Belgique et en France dans les années 80. Aujourd'hui, je gagne ma vie comme interprète de conférence ; mais j'ai aussi la casquette d'écrivain. A ce jour, j'ai publié quatre romans, un recueil de nouvelles et beaucoup d'essais. Mon recueil de nouvelles *Autres cauchemars* a été traduit et publié en français aux éditions Actes Sud. Mon dernier roman sera également publié en français l'année prochaine.

La francophonie est donc pour vous une forme de culture familiale ?

Oui, même mes grands-parents étaient francophones. Mon père était romancier ; j'ai grandi dans une bibliothèque. Il lisait beaucoup de romans français ou traduits dans cette langue. Quand j'ai commencé à m'intéresser à la lecture j'ai donc pioché dans la bibliothèque paternelle. Mes toutes premières lectures littéraires étaient en français, notamment « L'Illiade » et « les Misérables ». C'est seulement après que j'ai commencé à suivre la littérature turque. Dans mon travail d'écrivain la littérature française occupe donc une place importante.

Pouvez-vous nous parler de l'histoire et de l'évolution de la francophonie en Turquie ?

À la fin de l'Empire Ottoman, le français était la principale langue étrangère des élites ottomanes. Les mouvements réformistes comme les fameux Jeunes-Turcs s'inspiraient surtout de la France. Atatürk était lui-même francophone. La vision politique et administrative de la jeune République s'est donc inspirée du modèle français.

Les élites républicaines étaient surtout francophones jusqu'aux années 50 : lorsque je rencontre des personnes de cette génération, elles disent souvent avoir été francophones, même si elles ont perdu cette langue par la suite. Le français était également la langue dominante dans la diplomatie turque, car à l'époque beaucoup de cadres du ministère des Affaires étrangères étaient issus du lycée Galatasaray. Beaucoup d'écrivains et d'artistes étaient aussi francophones. Petit à petit la francophonie s'est perdue, notamment à cause du rôle grandissant des États-Unis à travers l'OTAN.

Il y aussi le fait que cette francophilie côté turc n'avait pas de répondant en France, c'est devenu de « l'amour déçu ».

(lire la suite page 3)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Pour l'Histoire

Le 6 juillet dernier, nous voulions fêter notre 100^{ème} numéro. C'était pendant les événements de Taksim - Gezi Parki.

(lire la suite page 5)



Retour sur...

Le chaos en Egypte, édito de Mireille Sadège P.7

Le pari de la francophonie en Turquie, interview de Niyazi Öktem P.5

Offshore Leaks : les juridictions à palmiers sous le feu des projecteurs, un article de Justine Babin P.7



ISTANBUL-GYEONGJU
DÜNYA KÜLTÜR EXPO 2013
이스탄불-경주세계문화엑스포 2013

L'exposition culturelle mondiale

Istanbul-Gyeongju ouvrira ses portes du 31 août au 22 septembre, investissant des lieux aussi symboliques que Sainte-Sophie ou la place Taksim.

La longue histoire de la presse francophone en Turquie

Longtemps absente après une longue histoire de plus de deux siècles, la presse francophone en Turquie réapparaît à Istanbul en avril 2005 avec le premier numéro du mensuel *Aujourd'hui la Turquie* fondé par M. Hussein Latif. Le journal se présente comme l'héritier de cette vieille tradition de presse francophone, véritable trait d'union entre la France et la Turquie, pour une meilleure connaissance de nos deux cultures. *Aujourd'hui la Turquie* vient de publier son 100^e numéro, une formidable occasion de revenir sur ces deux cents ans de presse francophone en Turquie.

A l'origine, une presse francophone politique

L'histoire de la presse écrite francophone dans l'Empire Ottoman débute en 1795 par la publication de la gazette *Bulletin des Nouvelles* en langue française sous le règne de Sélim III, à l'initiative d'un envoyé de la République française au Palais de France à Constantinople, M. Verninac. Censée informer les marchands levantins francophones et les commerçants français résidant à Istanbul du déroulement des événements de la Révolution française, cette feuille bien qu'éphémère amorce l'entrée de la presse écrite dans l'Empire ottoman. Ce premier journal a été suivi par trois autres publications jusqu'en 1797 : *la Gazette française d'Istanbul*, *le Mercure Oriental* et *le Spectateur Oriental*. Les exemplaires qui étaient directement tirés dans l'Ambassade de France avaient une audience très limitée et peuvent être seulement considérés comme le stade embryonnaire de la presse écrite politique.

La parution d'un périodique politique voit le jour en 1825, lorsqu'Alexandre Blacque débarque à Smyrne et fonde *le Spectateur de l'Orient* appelé par la suite *le Courrier de Smyrne*. C'est en effet autour de Smyrne et non pas de Constantinople que la presse écrite prend son essor, Smyrne et sa région regroupant alors la majeure partie des ressortissants étrangers, essentiellement là pour le commerce. La ville de la côte égéenne connaît un accroissement de sa population d'étrangers beaucoup plus important qu'Istanbul jusqu'aux environs de 1855. Cette population s'élève à plus de 4000 personnes en 1844 contre seulement 1000 à Istanbul, selon des estimations données en 1848 par Mgr Jacques Mislin, lors de son pèlerinage en compagnie du futur roi de Belgique vers Jérusalem en passant par l'Empire ottoman.

Vers une information pour les commerçants

La trajectoire politique du *Courrier de Smyrne* va prendre une tournure particulière avec les évolutions de l'insurrection en Grèce, alors saluée par l'Europe entière. C'est une période où souffle dans les milieux libéraux européens un vent de philhellénisme, qui va jusqu'à porter les voiles de bateaux européens (chargés d'armes et de promesses à destination des insurgés) sur les côtes grecques. Le poète Lord Byron pris d'une errance romantico-philhellène meurt lors du siège de Missolonghi en avril 1824. Dans le même temps, Delacroix peint le célèbre Massacre de Scio. Alors que les positions européennes sont tout à fait philhellènes, Alexandre Blacque attaque sans relâche les prétentions indépendantistes grecques dans les colonnes de son journal. Son attitude lui valut la pleine confiance du Sultan Mahmoud,

soutenant et finançant son projet de fondation d'un nouveau journal dans la Capitale : *le Moniteur Ottoman* en novembre 1831. Ce journal est alors essentiellement destiné à un lectorat francophone ottoman, avec une position foncièrement pro-ottomane. Plusieurs journaux voient le jour dans la région en plus du *Courrier de Smyrne*. *L'Orient* est créé en 1838 et un an plus tard c'est au tour de *L'Impartial* du négociant anglais Edwards de voir le jour, afin de répondre aux demandes de nouvelles économiques, financières et politiques venues d'Orient et d'Occident. Ces journaux constituent un trait d'union dans l'information commerciale de l'Empire avec l'extérieur, une source d'information indispensable pour les affaires entre les centres financiers et chambres de commerces d'Europe et les échelles levantines.

La défense des intérêts ottomans

L'Orient se déplace à Istanbul et devient *le Journal de Constantinople*, *Echo de l'Orient* en 1843. Comme ses prédécesseurs, ce journal fut pendant près de vingt ans un organe de presse en langue française, porte-parole semi-officiel de la Porte Ottomane et bien souvent des intérêts commerciaux français. Rédigé par des journalistes et rédacteurs français installés à Istanbul, financé par des capitaux privés étrangers et de négociants levantins, *le Journal de Constantinople* s'est fait l'écho du point de vue ottoman et des intérêts du gouvernement français (cf. Bibliographie Historique et critique de la presse périodique française d'Eugène Hatin). Les quatre feuilles sortirent sans discontinuer de début 1843 à juin 1866, en changeant à trois reprises de nom. Le premier titre, *Le Journal de Constantinople et des Intérêts orientaux* publia de janvier 1843 à juillet 1846, vint ensuite la période d'août 1846 à septembre 1859 avec pour titre *Le Journal de Constantinople*, *Echo de l'Orient*, et pour finir plus sobrement sur *Le Journal de Constantinople* jusqu'en juin 1866. Le journal eut une ligne éditoriale particulièrement orientée tout au long de sa parution, comme en témoigne le premier éditorial du *Journal de Constantinople et des intérêts orientaux* rapporté par le spécialiste de la presse turque Gérard Groc dans son étude historique. En 1843, le rédacteur en chef remerciait le Sultan pour « la faveur spéciale qu'a daigné nous accorder sa Hautesse en nous autorisant à continuer dans la Capitale le Journal

que nous avons publié à Smyrne, nous impose des obligations, dont nous ne méconnaissons ni l'importance ni l'étendue. Cependant nous avons [...] pour unique but de justifier par d'utiles services une pareille marque de confiance. ».

C'est durant les prémisses de la Guerre de Crimée que le journal montrera une pugnacité sans relâche dans la défense des positions ottomanes, soumises à rude épreuve face aux velléités et demandes des chancelleries européennes. Par la plume de son rédacteur en chef François Noguès, débarqué sur les quais de la Corne d'Or en août 1846, le combat est mené contre « tous les destructeurs de la Turquie ». Il en ressort des éditoriaux flamboyants défendant corps et âmes la position du gouvernement ottoman contre la Russie. La Question d'Orient prend alors une place centrale dans les colonnes du journal, au regard des événements survenant autour de la question épineuse des Lieux Saints à partir de 1851. Car c'est bien l'utilisation politique de cette « querelle de moines » qui donnera lieu à la Guerre de Crimée (1853-1856). Le journal fut assez évasif du temps où la question se réglait dans le secret des ambassades et des missives diplomatiques. Mais à partir du moment où elle explose dans les rédactions des journaux européens, le journal ne perdra pas le fil en défendant la France et la Turquie (et plus tard le Royaume-Uni) face à la « barbarie » russe. L'emballement autour des Lieux Saints de Jérusalem, que connut la presse européenne à ce moment-là est à mettre en relation avec la construction d'un imaginaire dans les opinions publiques bercées par l'orientalisme – quasi identique au philhellénisme trente ans plus tôt.

L'essoufflement de la presse francophone dans les années 1860

La singularité du *Journal de Constantinople* réside dans cette double allégeance assumée aux pouvoirs politique et financier, rendant intrigant le discours pro-ottoman, car cette verve semi-officielle questionne sans cesse le degré d'officialité d'un médium tenu par des capitaux étrangers, par ailleurs principalement français. Quand *L'Orient* paraît en 1843, il est alors la propriété du négociant français Bousquet-Deschamps établi à Smyrne et au consul général de Toscane M. Bargigli. Lorsque le journal est transféré à Constantinople, il passe dans les mains de Gustave Couturier, un autre négociant français. Il est même subventionné à l'année par la France à hauteur de 6000 francs soit l'équiva-



lent des subventions du gouvernement turc (30000 piastres). L'Ambassadeur français Bourqueney auprès de la Porte Ottomane (1841-1848) résumera la question de l'impartialité en estimant que « cette publication offre toutes les garanties désirables, fortune des propriétaires, capacité des hommes qui la dirigent. Son esprit sera naturellement favorable au gouvernement ottoman [...]. Mais les questions extérieures seront traitées dans le sens de notre propre intérêt politique ; tout sera français dans la rédaction ». Mais au-delà de la compromission au pouvoir, l'actualité politique était souvent traitée avec un angle de vue critique. Le journal a sans nul doute marqué de son empreinte la presse turque du milieu du XIX^e siècle. Après 1866, le journal *La Turquie* succéda un temps au *Journal de Constantinople*, et d'autres feuilles parurent, mais seulement pour quelques années. Généralement, l'élan de la presse francophone parut s'essouffler à partir de 1865 à la suite de la loi relative à la presse permettant au pouvoir ottoman d'avoir un droit de regard (comprenez censure) sur le contenu des journaux. Il faut attendre 1875 pour revoir apparaître un quotidien traitant un peu plus librement de politique, et ceci à l'initiative d'un anglo-irlandais francophone avec la création du journal *Le Stamboul* (1875-1934). D'abord très critique des décisions ottomanes concernant la politique extérieure de l'Empire, l'arrivée au pouvoir du Sultan Abdülhamid (1876-1908), va contraindre le journal à ne plus s'occuper de politique et traiter presque exclusivement de l'actualité artistique et littéraire d'Istanbul...

Le renouveau de la presse francophone avec la République d'Atatürk

La fondation de la République kémaliste en 1923 va favoriser l'émergence d'une presse francophone, mais elle ne sera plus publiée par des ressortissants français mais par des Turcs francophones ayant appris le français dans les nombreuses écoles congréganistes de la ville. Les titres *Akşam*, *Cumhuriyet*, et *Milliyet* auront leurs éditions françaises. En plus de ces quotidiens, une revue va être créée par Atatürk afin de faire connaître et expliquer les réformes de modernisation à l'œuvre dans la République turque avec *La Turquie Kémaliste*. En parallèle le quotidien d'Albert Karasu *Le Journal d'Orient* connaîtra une longévité exceptionnelle paraissant presque sans discontinuer de 1918 à 1971. Il s'adressait principalement à un public de minorités et aux élites francophones de la ville. Il fut le dernier journal en langue française à paraître en Turquie au XX^e siècle. Joyeux anniversaire.

Rencontre avec Yiğit Bener autour de la francophonie en Turquie

(Suite de la page 1)

Puis, au fur et à mesure que la France a perdu sa place de grande puissance étrangère dans le monde et dans la région, elle s'est détournée de la Turquie. Cet éloignement s'est soldé dans les trente dernières années par une quasi hostilité. La presse et l'intelligentsia française, à part quelques exceptions importantes, méconnaissent la Turquie ou en ont une vision très figée qui ne correspond pas à la réalité. Et puis cette vision est souvent négative. Cela est dû à des raisons politiques, mais aussi à une méfiance vis-à-vis de l'islam. Cette approche négative s'est accélérée avec l'arrivée au pouvoir en Turquie d'un parti perçu comme islamiste.

Par ailleurs, ceux qui s'intéressent le plus à la Turquie en France sont les différents groupes sociaux ou ethniques originaires de Turquie qui ont une bonne raison d'en vouloir aux politiques menées par ce pays dans le passé et au présent. Je pense notamment aux Arméniens, aux intellectuels de gauche ou aux militants kurdes. C'est souvent à travers eux que la vision de la Turquie en France s'est faite et comme il n'y a jamais eu de gouvernement très démocratique en Turquie, il est normal que l'intelligentsia française, plutôt proche de la gauche et de la défense des libertés, en ait eu une approche très négative. Cependant celle-ci a eu à mon avis un manque d'intérêt pour les mouvements d'opposition turcs : on ne voyait que des victimes et des bourreaux. On a donc uniquement développé une vision d'une Turquie repoussoir.

Il y a eu aussi dans les années Sarkozy une opposition farouche de la France à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne ; avec en plus des propos péjoratifs et méprisants. La presse turque a réagi très virulemment, en répondant du tac au tac.

Du coup, la France qui était le fer de lance du mouvement d'occidentalisation de la Turquie s'est retrouvée être celle qui a bloqué l'entrée de la Turquie. Aujourd'hui il y a un vrai problème culturel entre les élites de part et d'autre.

Ces dix dernières années, les élites turques francophones se sont retrouvées dans une situation difficile face aux discours très négatifs de la France. Pour ne pas être considérés comme des relais ou des complices de ces discours par le reste de la population turque et prouver donc qu'ils n'y adhéraient pas, ils ont dû en faire plus que les autres pour les condamner.

Finalement, le sentiment d'une grande partie de la population envers la France est celui d'un manque de compréhension face à une approche française qui serait faite d'a priori sans se pencher sur la réalité (en tout cas tel qu'elle-même la perçoit).

Cependant avec le mouvement de Gezi la perception de la Turquie tend à se modifier. Pour la première fois, je sens que l'opinion publique française a de la sympathie pour ce qui se passe en Turquie. Les jeunes du mouvement ont réussi à briser cet ostracisme. Cependant cela n'aura pas d'impact sur la francophonie car ces jeunes sont plus anglophones que francophones.

Que pouvez-vous nous dire alors de la francophonie aujourd'hui et ses perspectives d'avenir en Turquie ?

Il y a aujourd'hui des centaines d'entreprises françaises implantées en Turquie donc beaucoup d'expatriés y habitent, apprennent la langue et sont de véritables vecteurs de communication. Il y a aussi aujourd'hui à peu près 500 000 immigrés ou citoyens français d'origine turque. Enfin, le tourisme représente un moyen de surmonter cet éloignement avec la francophonie. Cependant le niveau politique bloque un certain nombre de choses, notamment les politiques culturelles. Les budgets culturels français en Turquie, comme partout ailleurs, ont été fortement réduits. Tant qu'il n'y aura pas de projet de coopération culturelle de part et d'autre qui puisse atteindre le grand public, il y aura un problème. Les services culturels en souffrent, ils auraient envie d'en faire beaucoup plus mais il y a un véritable manque de moyens.

Dans quelle mesure la francophonie a-t-elle influencé les écrivains turcs ? En philosophie et psychanalyse entre autres...

Au niveau de la philosophie, tous les philosophes français de la période 1968 ont été extrêmement lus en Turquie. C'est l'un des rares pays, y compris la France où on trouve encore des Althusseriens. Depuis une dizaine d'années il y a également un séminaire d'une semaine qui traite de la pensée de Deleuze. La sociologie française est également très suivie en Turquie. La psychanalyse française a également une grande influence, les deux sociétés de psychanalyse qui existent à Istanbul sont dirigées par des francophones ; de nombreux psychanalystes français viennent y donner des conférences. En sciences politiques et en sciences sociales, l'influence de la France diminue pour laisser place aux recherches américaines. Les universités qui sont à la pointe dans ces domaines là recrutent plus d'anglophones que de francophones et il en sera ainsi à l'avenir.

Et les traductions des œuvres turques en français ?

A ma connaissance, une très grande partie des classiques et des auteurs contemporains français ont été traduits en turc. C'étaient des traductions de très haut niveau, faites notamment par des grands écrivains turcs comme Bilge Karasu ou Tahsin Yücel et bien d'autres.

Aujourd'hui, avec la « marchandisation » de la littérature, la priorité est devenue de faire traduire un maximum de livres sans se soucier de leur qualité littéraire. La traduction littéraire est un métier très mal payé et pas assez considéré, ce qui est un véritable problème.

Dans le sens inverse, du turc vers le français, ce n'est qu'après la Saison de la Turquie en France que plus d'auteurs turcs ont commencé à être traduits. Le ministère de la culture en Turquie a également compris qu'il fallait apporter une aide à la traduction, comme on le fait en France. Désormais, il paye une certaine somme en fonction des auteurs traduits. Cela a facilité le travail des mai-

sons d'édition en Europe. Les maisons d'éditions telles qu'Actes Sud, Gallimard, Galaad, Bleu Autour commencent ainsi à avoir une vraie collection turque. Les auteurs turcs modernes et classiques commencent à trouver un public : il y a dix ans, quand j'allais dans une librairie en France, le rayon des auteurs turcs était au fond de la librairie dans un petit casier, il fallait presque se coucher par terre pour pouvoir les découvrir. Maintenant ils sont toujours au fond mais sur des étagères un peu plus hautes.

Quelles traductions avez-vous fait ?

J'ai traduit en fait très peu de livres : un roman de Laclavetine, une pièce de Koltès, des textes politiques. Ma principale traduction est celle de *Voyage au bout de la nuit* de Céline ;

c'est la seule qui existe en turc à ce jour. Mais quand j'ai commencé à écrire mon premier roman, faute de temps, j'ai préféré arrêter la traduction.

Que pensez-vous de l'action de l'État français quant au soutien de la Francophonie dans le monde ?

Pour des raisons budgétaires mais pas seulement, on fait beaucoup moins de choses qu'il y a dix ou vingt ans. Les universités qui enseignent en français sont beaucoup moins soutenues par exemple. Diplomatiquement j'ai l'impression que la France a renoncé à la francophonie.

Avant, il y avait une attitude volontariste de mise en avant du français. Aujourd'hui, beaucoup de chefs d'entreprises françaises qui sont installées ici préfèrent communiquer en anglais. Il en est de même pour les politiques et même parfois les diplomates, qui ont de moins en moins de scrupules à parler anglais.

Le constat est que la France n'a plus les moyens d'avoir la même influence et politique étrangère que celles qu'elle avait au XIX^e siècle. La modernisation de l'économie ne passe plus forcément par le français et la culture française. Depuis la décolonisation, les peuples veulent dépasser ce passé colonial. Mais si la francophonie n'est plus le vecteur d'une politique impériale mondiale (et tant mieux !), cela reste une culture importante qu'il faut continuer à faire vivre. Je vois plus la francophonie comme une richesse qu'il ne faut pas perdre, plutôt que de me lamenter sur le fait que le français n'est plus une langue mondiale aussi importante que l'anglais.

Restez-vous optimiste quant à l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne ?

Aujourd'hui l'avenir de l'Union européenne elle-même demeure incertain. Si l'Union européenne arrive à se réformer dans le bon sens et qu'elle continue à exister, il est inévitable qu'elle ait des relations plus saines avec la Turquie, vu la taille et la puissance économique de ce pays aujourd'hui.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

* Bengisu Gürbüz et Pierre-Franck Le Roux-Caubel



Yiğit Bener

Sophistication des opérations.



TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!

L'Union Française d'Istanbul, une association centenaire

L'association Union Française d'Istanbul accueille depuis plus de 100 ans les Français venant s'installer à Istanbul. Evelyne Luneau en est la présidente depuis 2004. Récemment décorée des insignes de Chevalier de l'Ordre National du Mérite, cette femme dynamique nous parle de l'histoire de l'Union Française, mais aussi de l'importance de la vie associative à Istanbul.

Pouvez-vous nous présenter l'association en évoquant brièvement son histoire ?

C'est une vieille association, sa date de création remonte à 1894. Elle a été créée par un ambassadeur, M. Paul Cambon, et des employés de la Banque Ottomane. Ce groupe de personnes a fondé l'association, recueilli des fonds et fait bâtir un très beau Palais près du Pera Palace. A cette époque-là il y avait un nombre de Français très important, peut-être autant qu'aujourd'hui voire plus. Dans les années 1980, la communauté française s'est rétrécie, notamment à cause des problèmes politiques, et l'Union Française n'a plus eu les moyens suffisants d'entretenir ce Palais. Elle sous-loua une partie de ses locaux à une pizzeria. Malheureusement, il y eut un incendie en 1984, et tout a brûlé. L'Union Française n'avait pas les moyens de rénover le bâtiment. Elle l'a donc vendu et a racheté un petit local à Cihangir, qui est maintenant devenu le siège social de l'association. Dans le même temps, toujours dans les années 80, il y a eu un accord avec l'Ambassade de France à Istanbul et l'association a pu bénéficier de la partie haute du parc de Tarabya. Enfin, depuis 2008, il existe désormais une convention avec l'État français qui donne à l'association la gestion complète du parc de Tarabya, à l'exception de la partie où il y a l'école [le Lycée Français Pierre Loti, ndlr].

Depuis combien de temps êtes-vous investie dans cette association, et quelles sont vos missions ?

Je suis dans le comité de l'association depuis très longtemps... Je suis arrivée à Istanbul en 1989 et j'ai beaucoup utilisé l'Union Française. J'avais des enfants en bas âge et je les amenais là-bas pour qu'ils jouent au tennis, voient leurs copains... Je suis donc entrée très vite dans le bureau, disons en 1990, et je suis présidente depuis 2004. La Présidente a pour fonction principale de superviser l'organisation des activités. Il faut noter que nous sommes une association de droit turc, avec toutes les contraintes que cela implique au niveau administratif. Nous avons un bureau officiel avec cinq membres titulaires, cinq membres suppléants, mais en fait officieusement nous sommes dix-huit personnes dans le comité, chacun ayant un rôle particulier. Moi je m'occupe surtout des activités « ludiques », pour les enfants... L'association organise des dîners, des pique-niques, un bal de fin d'année... En général, pour les gros événements tels que le bal de fin d'année, nous faisons un partenariat avec les deux autres as-



sociations que sont La Passerelle et Istanbul Accueil, et qui finalement ont un peu les mêmes membres que nous.

On organise également pas mal d'activités pour les enfants. À Cihangir, tous les jours, il y a des activités pour les petits. À Tarabya il y a des cours de tennis notamment. Une fois par mois, nous organisons ce que nous appelons « Les écureuils » : les parents nous laissent les enfants pendant toute la journée et des adolescents du

Lycée Pierre Loti viennent les encadrer.

Ça a beaucoup de succès.

Quels sont selon vous les points forts de l'association ?

C'est un endroit où l'on peut rencontrer des gens qu'on ne rencontrerait pas forcément ailleurs. Il y a vraiment une multitude de groupes qui se retrouvent. Depuis notre convention avec l'État en 2008, l'association a plus de moyens et a doublé le nombre de membres. Nous sommes passés de 100 familles à 200 familles. Leur profil est très divers : Français, Franco-Turcs, Turcs mais aussi des minorités : Grecs, Arméniens... qui sont francophones. Mais nous avons aussi des non-francophones. Ça se mélange beaucoup.



Evelyne Luneau

Comme vous nous l'avez raconté, l'association a connu des difficultés au cours de son existence. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Aujourd'hui nous connaissons une période assez faste. Nous avons de très bons rapports avec le Consulat. Une des difficultés est peut-être de trouver des membres qui s'investissent dans l'association. C'est vrai que ça demande du temps, et nous avons un peu de mal à renouveler le comité.

Pour finir, pouvez-vous nous parler de l'importance de la vie associative lorsqu'on est expatrié ?

On a la chance d'avoir ici trois grandes associations qui accueillent les Français expatriés à Istanbul. Istanbul Accueil fait du très bon travail pour ceux qui arrivent. La Passerelle s'adresse plus particulièrement aux binationaux. Nous, nous venons de changer les statuts en y ajoutant une dimension culturelle, alors qu'avant nous étions dénommés « association d'entraide et d'assistance ». Les trois associations sont très complémentaires en fait, je suis d'ailleurs moi-même inscrite dans les trois.

* Propos recueillis par A.C.
Association Union Française d'Istanbul :
- siège social à Cihangir : Türk Gücü Sokak,
n°33A, Cihangir / Tél : 0212 244 18 65
- à Tarabya : Ahi çelebi sokak, n°50, Tarabya /
Tél : 0212 262 02 55

Dimitri Ashkenazy & Orchestra'Sion



Samedi 28 septembre à 19h30, Notre Dame de Sion ouvrira sa saison musicale avec un concert exceptionnel de Dimitri Ashkenazy & Orchestra'Sion.

Né en 1969 à New York, Dimitri Ashkenazy immigre en Islande en 1978, dont il est citoyen, puis en Suisse, où il vit depuis.

Sa première éducation musicale se fait au piano à l'âge de six ans. Quatre ans plus tard, il change d'instrument pour la clarinette et suit des cours de Giambattista Sisini. Diplômé du Conservatoire de Lucerne en 1993, où il reçoit son Diplôme d'enseignement « avec distinction », il poursuit depuis 1991 une activité internationale de concertiste.

Fruit de la rencontre entre un jeune pianiste et chef d'orchestre turc et un établissement francophone curieux d'ouvrir ses portes et sa pédagogie à la musique, l'Orchestre de NDS est fondé avec le soutien du Lycée Notre Dame de Sion, sous l'égide de

son chef permanent, Orçun Orçunsel. Il donne ses premiers concerts en 2008 et, encouragé par les succès de ceux-ci, l'enthousiasme et le talent de ses musiciens ainsi que l'appui de mécènes, il devient officiellement Orchestra'Sion en 2010. Selon les programmes, l'orchestre est formé de 20 à 30 jeunes musiciens professionnels turcs et de solistes brillants auxquels se joignent régulièrement d'autres éminents solistes.

Şef : **Orçun Orçunsel**

Solist : **Dimitri Ashkenazy (Clarinete)**

Konzertmeister : **Rüstem Mustafa**

Programme :

Arnold Schönberg : Verklärte Nacht op.4

Aaron Copland : Concerto pour clarinette

Béla Bartók : Danses roumaines



Il n'est jamais trop tard - Pour des raisons techniques, le concert d'ouverture du 41ème Festival de musique (IKSV), qui s'est tenu à Istanbul en juin, a été re-programmé pour le mois d'octobre. Une occasion d'écouter le Borusan, l'orchestre philharmonique d'Istanbul (Borusan İstanbul Filarmoni Orkestrası), sous la direction de Sascha Goetzl avec la jeune soliste Veriko Çumburidze, âgée de 16 ans seulement, au violon. Le BIFO devrait interpréter Carmen Fantasy de Franz Waxman et la Symphonie Fantastique, Op. 14 de Berlioz. Ne manquez pas non plus la prestation des soeurs jumelles Güher et Süher Pekinel, pianistes consacrées par la récompense honorifique du Festival IKSVM en 2013.

<http://muzik.iksv.org/en>

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455



Bulletin d'abonnement

12 numéros
60 € Turquie 30 € France 70 € Europe
Version PDF : 50 €

altinfos@gmail.com



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

Nous avons demandé de reporter la réception que voulait organiser S. E. Laurent Bili, l'ambassadeur de France en Turquie en l'honneur de notre journal.

Nous fêtons toutefois ce numéro symbolique et historique, même si vous avez le n° 102 entre les mains.

Nous le répétons et nous insistons sans cesse sur le fait que c'est un journal qui restera dans l'histoire. Car dans aucun pays du monde, un journal d'une telle qualité n'aurait pu exister sans aides et sans subventions financières d'un état, surtout s'il s'agit d'un journal francophone.

L'été 2013 a été très chaud ; surtout en Méditerranée... Qui, pour certains politiciens, commence avec le détroit de Gibraltar et se termine au niveau de deux autres détroits ; d'un côté au Bab-el Mandeb et de l'autre côté d'Ormuz.

Il y a des mouvements populaires, par-

Pour l'Histoire

tout des guerres civiles non déclarées dans cette vaste région majoritairement musulmane, des interventions, des bombes, des morts, des blessés et des prisonniers...

Il n'y pas de stabilité dans cette région autrement appelée « Grand-Moyen Orient »... Cela commence au bord d'un océan et se termine le long des côtes d'un autre océan.

Dans cette vaste région, un pays se distingue par la stabilité de son régime et l'alternance régulière de son pouvoir politique malgré toutes les critiques des pays occidentaux.

Nous parlons de l'Iran qui vient d'élire son nouveau président avec une grande sagesse. Cet intellectuel promet de nombreux changements. En effet, il faut bien lire son CV.



Hassan Rohani était Vice-Président du Majlis entre les années 1992 et 2000. C'est un homme d'état très expérimenté et il était par ailleurs le négociateur en chef du dossier nucléaire iranien.

Le président de la République islamique d'Iran Hassan Rohani possède un doctorat en droit constitutionnel du Royaume-Uni de l'université calédo-

nienne de Glasgow. Il parle couramment l'anglais, le français, l'allemand, le russe et l'arabe ; donc quelqu'un avec qui on peut discuter.

Mais quelle coïncidence que l'on trouve en même temps une autre personnalité à la tête de l'Égypte, comme Mohamed El Baradei, prix Nobel de la paix.



Ali Türek

Fugue Halicarnasse

Le spectacle a débuté par les rythmes d'une darbouka, suivi par le Prélude en do mineur d'un géant. Les lumières de la scène battaient l'ombre des pierres du Château des « Chevaliers de Rhodes », elles projetaient Halicarnasse du quinzième siècle à nos jours.

Pour la première nuit, le Festival de Ballet avait choisi « Bach Alla Turca » pour sa rentrée. Si les notes et les mélodies restent l'exemple sublime de « synthèse », la vue dominée par les mâts de bateaux à voile étaient là, en quelque sorte pour nous transmettre une vision pour le pays.

Ces quelques mois précédents, les uns des journaux ont vu la marche des noms de places ; Trafalgar, Times, Tahrir ou Taksim.

Étrangement, les mélodies de Angelika Akbar ont su indiquer et faire comprendre, tel un humble guide, le caractère « sui generis » de cette dernière place et de son pays. Elles comportent les lignes d'une conception de la modernité qui ne correspond pas aux explications générales. Car ce pays présente une particularité, à la fois par sa modernisation qui se confond profondément avec l'Occidentalisation et par sa sécularisation, non seulement des institutions du pouvoir politique, mais aussi et surtout des couches variées de la société. Le résultat en est une synthèse assez emblématique entre modernité et tradition qui se comprend d'ailleurs par la musique ou par le roman, ultimes expressions du génie créatif.

Il reste tout de même encore plus emblématique de remarquer que la route vers cette synthèse a été tracée il y a plus de cent cinquante ans. L'histoire constitutionnelle de la Turquie, de ce membre de la famille européenne depuis le Traité de Paris de 1856, a commencé sous l'Empire Ottoman et a trouvé son élan dans la Révolution de 1923. Le pays a su passer de l'« Homme malade » à la « Jeune République ». La marche irréversible de cette histoire constitutionnelle a su continuer son chemin par un constant développement au sein de l'ensemble de la société et de toutes ses institutions.

Vers la fin de la dernière pièce de Bach, interprétée par Akbar, le ney a rejoint la darbouka et le piano, la foule a massivement applaudi la performance; elle s'est levée pour escorter vivement les mélodies.

Les noms des places changent tout comme l'histoire de chaque pays. Parfois on entend des cris et des mains battre le rythme au milieu d'une fugue de Bach. Pourtant, en fin de compte, Bach reste Bach. Parfois la démocratie se joue un peu « à la turca » mais, en fin de compte, une vraie démocratie reste une démocratie. La Turquie le restera.

Le pari de la francophonie en Turquie

Comment se porte la francophonie et qu'en est-il de l'impact de la langue de Molière en Turquie ? Un bilan plutôt alarmant selon Niyazi Öktem, professeur en philosophie de droit à l'université de Doğu et ex-doyen de la faculté de communication de l'université francophone Galatasaray.

C'est confortablement installé dans le salon de son appartement d'Üsküdar que nous accueille Niyazi Öktem, un verre de vin rouge savoureux à la main. Derrière lui, le soleil se couche sur la Corne d'Or, offrant une vue imprenable sur le Bosphore. Après avoir présenté son parcours, le professeur s'engage avec nous dans une vive discussion autour de la perte d'influence de la francophonie en Turquie.

Pouvez-vous tout d'abord nous rappeler les étapes de votre carrière professionnelle ?

Après avoir obtenu mon diplôme de droit à l'université d'Istanbul en 1971, je suis devenu maître de conférences en 1981 puis professeur en 1988. En 1989, j'ai été décoré de la légion d'honneur française. Puis je suis devenu doyen de la faculté de communication de l'université Galatasaray, de 1994 à 1997. J'ai par la suite donné des cours de philosophie de droit au sein des universités de Bilgi, Fatih et Doğu. Aujourd'hui je suis président du département de droit public à Doğu. Parallèlement, je fais partie de la plate-forme Abant qui réunit des intellectuels, universitaires et journalistes de tout bord politique et toute confession, dans le but de démocratiser le pays. Dans le même sens, j'ai écrit des ouvrages autour du dialogue inter-religieux.

Vous avez toujours été très attaché à la francophonie. Selon vous pourquoi est-ce si important en Turquie, encore de nos jours ?

Je suis en effet un grand francophone et francophile. La Turquie a un rapport

particulier avec la langue et la culture françaises et ce depuis plus de deux siècles. Les philosophes des Lumières ont fortement influencé les intellectuels turcs. On retient notamment Jean-Jacques Rousseau, avec la notion de la volonté générale en opposition avec la volonté céleste et la monarchie. Ce concept est toujours bien ancré en France comme en Turquie. La

conception de l'État turc s'est beaucoup inspirée de la conception française. On ne peut pas le nier aujourd'hui.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a récemment montré qu'il était conscient de l'importance de la francophonie pour le pays. Il regrette notamment que l'université de Galatasaray n'ait pas rempli sa mission initiale. En tant qu'ex-doyen, qu'en pensez-vous ?

Je suis tout à fait d'accord avec cette opinion. À sa création en 1992, les fondateurs de l'université Galatasaray, dont je faisais partie, souhaitaient instaurer un équilibre entre turcophonie, francophonie et anglophonie. L'équilibre était respecté dans les cours, et de nombreux efforts étaient faits en vue de devenir un réel ambassadeur de la francophonie. Mais cela s'est peu à peu dégradé, et aujourd'hui, je trouve qu'on ne peut plus malheureusement parler de Galatasaray comme une université francophone. Beaucoup de cours sont donnés en turc, par facilité, et de nombreux professeurs ne maîtrisent pas assez le français pour que Galatasaray mérite cette appellation.



Fonder un établissement francophone était pour vous un idéal, il n'a pas abouti, êtes-vous déçu ?

Je suis déçu mais je n'ai pas l'intention d'abandonner ce projet. Je souhaite fonder une université privée qui remplirait cette mission, et j'ai d'ailleurs le soutien du premier ministre turc.

L'échec apparent de la mission éducative pour la francophonie est-elle liée, selon vous, à un déclin global de la francophonie en Turquie ?

Oui tout à fait, on peut faire ce constat de manière plus générale. L'un des facteurs majeurs de ce déclin, c'est le fait que l'anglophonie soit « à la mode ». De moins en moins de Turcs sont attirés par la langue française et se tournent vers l'anglais, plus simple et présent absolument partout. Cependant les intellectuels turcs francophones sont toujours enthousiastes vis-à-vis de la francophonie. Je pense qu'il faudrait notamment renforcer les liens entre la France et la Turquie. Si les relations économiques entre les deux pays s'intensifient, la francophonie devrait logiquement revenir au goût du jour.

* Propos recueillis par Clémence Lecornué



Dr. Olivier Buirette

Historien

Législatives de juin en Albanie

Le dimanche 23 juin 2013 se sont tenues des élections législatives en Albanie. Deux figures emblématiques de ce petit pays des Balkans en plein développement se sont opposées. D'un côté le leader incontesté et historique de l'Albanie post-communiste, à savoir Sali Berisha, figure emblématique du Parti Démocrate considéré comme de droite et conservateur, et de l'autre le non moins célèbre et dynamique ex-maire de Tirana, Edi Rama, représentant l'opposition du parti socialiste albanais. Un parti qui avait perdu le pouvoir en septembre 2005 sur fond de scandale financier et politique avec la chute de son leader d'alors, le premier ministre Fatos Nano.

Quels sont les enjeux de cette élection, si toutefois il y en a ? Il faut rappeler que l'objectif de Tirana est à présent de finaliser une intégration européenne dont le processus est d'autant mieux enclenché qu'un fragile accord vient d'être conclu entre le Kosovo et la Serbie voisine, au sujet notamment du statut de la minorité serbe située au nord de l'ex-province yougoslave.

Si on ne présente plus Sali Berisha, qui reste l'homme qui porta son pays au seuil du processus d'adhésion, bien que dénoncé comme ayant édifié un régime autoritaire, son challenger socialiste Edi Rama est un peu moins connu. Il fut tout d'abord basketteur, engagé politiquement à gauche. En 1998, il rentre d'un long séjour en France et entame alors sa carrière politique. Il est en premier lieu ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports du gouvernement de Fatos Nano et est élu en 2000 maire de Tirana, poste auquel il sera reconduit en 2004. En 2011, il perd cependant la mairie de la capitale qui passe entre les mains de Lulzim Basha du Parti Démocrate.

Edi Rama est très connu pour avoir entrepris à Tirana une politique très dynamique mais controversée de rénovation de l'espace urbain. Les immeubles étaient en effet repeints de couleurs vives et les bords de la rivière Lana qui traverse la ville firent l'objet de projets de réaménagements. Les résultats devaient être visibles tout en restant controversés. Depuis la chute de Fatos Nano en 2005, il est le leader incontesté du Parti Socialiste Albanais.

Ces derniers mois ont vu de la part de Sali Berisha une véritable gesticulation politique fondée sur une logique de surenchère nationale voir nationaliste, celui-ci n'hésitant pas à provoquer des agitations de la minorité albanaise dans la Macédoine voisine ou encore à organiser une inhumation grandiose de la dépouille du défunt roi Zog 1er. En effet le 14 novembre 2012, le corps de ce dernier fut exhumé du cimetière parisien de Thiais afin d'être rapatrié en Albanie où il fut alors placé le 18 novembre dans un mausolée royal construit pour l'occasion à Tirana lors des cérémonies célébrant le centième anniversaire de l'indépendance du pays en 1912.

Il est exact que si le pouvoir de Sali Berisha en tant que premier ministre est un pouvoir dénoncé surtout par ses opposants comme autoritaire, il n'en demeure pas moins que nous avons là un personnage emblématique de l'histoire de ce petit Etat des Balkans. Petit Etat qui du reste avec 28 748 km² n'est pas le plus petit de la région, en -dessous de lui se trouvant en effet le Monténégro avec 13 812 km² et bien sur le Kosovo avec seulement 10 997 km².

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

« La Turquie n'est pas un chef de file régional »

Alors que l'évolution des « printemps arabes » connaît une nouvelle phase, quel rôle joue la Turquie dans les transformations régionales ? Quelles en sont les conséquences sur sa politique étrangère ? Le Dr. Ertan Efeçil, professeur de relations internationales à l'université de Sakarya et spécialiste de la politique étrangère de la Turquie, répond à nos questions.

Comment définiriez-vous la politique étrangère de la Turquie aujourd'hui ?

Si vous analysez en 2013 les principes fondateurs théorisés par Ahmet Davutoğlu [le ministre turc des Affaires étrangères], comme celui du « Zéro problème avec nos voisins », il me semble qu'ils ont tous échoué. Les évolutions liées aux printemps arabes ont mis à mal notre politique étrangère parce que le ministre des Affaires étrangères n'a pas pu suivre ces événements et encore moins les anticiper. Je me souviens avoir lu dans un journal turc, vingt-quatre heures avant les soulèvements en Libye, des propos de notre ambassadeur sur place disant qu'il n'y aurait pas de guerre civile.

En plus, le raisonnement de Davutoğlu n'est pas réaliste, par exemple lorsqu'il dit que les bonnes relations de la Turquie avec ses voisins vont permettre l'établissement d'une constitution commune [en vue d'un espace semblable à l'espace Schengen en Europe] et qu'à la fin, il y aura une intégration régionale. Le problème est que lorsqu'on regarde la réalité des situations régionales, il n'y a pas de place pour l'intégration -et non la coopération- économique. Vous pouvez avoir de bonnes relations avec vos voisins, mais si la situation change, ces relations seront automatiquement amenées à changer aussi.

Selon vous, la Turquie ne s'affirme donc plus aujourd'hui comme une puissance régionale de premier plan au Moyen-Orient ?

Non. Je préfère décrire la Turquie comme une puissance moyenne et non une puissance régionale. Cela signifie qu'elle n'est pas à mes yeux un chef de file régional. Pour qu'elle puisse être considérée comme un leader, il faudrait qu'elle domine sur les plans économique, politique et militaire au sein de la région, or ce n'est pas le cas. Bien sûr, elle fait partie des puissances que l'on cite directement dans la région, aux côtés de l'Égypte, de l'Iran, d'Israël ou de l'Arabie saoudite. Mais son rôle n'est pas indispensable pour autant, quoi qu'on ait pu en dire : la Turquie peut faciliter certaines affaires régionales, mais pas les dominer. Par exemple, il est clair que les États-Unis ont besoin d'elle pour avancer sur la question palestinienne, parce que nous entretenons certaines relations avec le Hamas. Mais cela ne signifie pas pour autant que la Turquie peut imposer son point de vue au Hamas.

Pensez-vous que la politique étrangère turque soit aujourd'hui davantage tournée vers les pays occidentaux ?

La Turquie a une politique étrangère clairement orientée vers l'Occident. Elle se doit d'avoir des négociations avec l'Union européenne parce que cela lui donne une certaine crédibilité, notamment auprès des investisseurs financiers. De manière générale, les bonnes relations avec l'Occident garantissent à la Turquie des investissements massifs et c'est une des principales raisons pour

lesquelles nous ne pouvons pas nous permettre de couper toute relation avec les pays occidentaux.

Quelles pourraient être les raisons qui pousseraient la Turquie à se couper des pays occidentaux ?

Cela s'explique par les interactions entre la politique étrangère turque et les affaires intérieures du pays. Même s'il déclare respecter la laïcité, l'AKP [Parti pour la justice et le développement, le parti au pouvoir] est un parti islamiste modéré. Or, la plupart des islamistes radicaux développent des stéréotypes qui se basent sur une idée simple à l'origine : les puissances occidentales sont impérialistes. Donc si l'AKP poursuit une politique étrangère uniquement orientée vers l'Occident et médiatisée comme telle, cela va lui être néfaste en termes d'électorat.

Lorsque vous analysez les discours de Recep Tayyip Erdoğan [le Premier ministre], comme ceux qu'il a prononcé à l'ONU par exemple, il est clair que lorsqu'il dénonce l'appât du pétrole des pays occidentaux en Libye, il reflète les sentiments des groupes islamistes turcs.

Mais en substance, la politique étrangère turque demeure arrimée à celle des pays occidentaux.

Donc vous ne pensez pas que la Turquie peut représenter un modèle pour ses voisins...

Non et surtout pas au Moyen-Orient ou en Asie centrale. Notre culture est commune à celle des Balkans et de l'Occident, pas celle du Moyen-Orient. Tout est différent : l'histoire, la culture, les valeurs, même la nourriture...

La Turquie a voulu à certains moments se placer en position de médiateur, mais vous avez dit qu'elle n'arrivait désormais plus à prévoir ni à comprendre les événements. Quel pourrait être son rôle aujourd'hui ?

Aujourd'hui nous avons perdu toute possibilité de médiation. Je ne pense pas que nous puissions encore jouer un rôle constructif sur la question palestinienne, l'Iran ou encore la Syrie... D'autant plus qu'en Syrie, nous sommes désormais une partie du problème car nous soutenons les groupes d'opposition sunnite. La Turquie perd sa capacité de « soft power ». Celui-ci devrait être basé sur des aptitudes à la négociation et à la diplomatie : si vous voulez vous positionner en tant que médiateur d'un conflit, les deux parties doivent vous faire confiance. Or ce n'est plus le cas dans plusieurs situations.

Qu'est-ce que, selon moi, la Turquie doit faire pour le futur ? D'abord, elle devrait s'intéresser aux développements au Moyen-Orient pour comprendre vraiment ce qu'il s'y passe, parce que pour le moment, elle ne saisit ni les réalités régionales, ni les enjeux des printemps arabes et des changements de régime.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

* Alix Maisonnave et Raphaël Petit



Eren Paykal

L'Automne arabe

Cela fait déjà presque trois ans que le soi-disant « Printemps arabe » a débuté dans les contrées du Proche-Orient. Précisément le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, ville jadis paisible de la République tunisienne qu'avaient éclatées les contestations aussitôt transformées en raz-de-marée partout dans le pays puis dans ses proches voisins. Véritables révoltes, elles avaient aussi atteint le reste du monde arabe et même musulman.

Le mot d'ordre étant Erhal ! (Dégage !), les régimes en place depuis des décennies dans de nombreux pays de la région ne sont pas parvenus à se défaire de l'enthousiasme et de la ferveur des manifestants. Toutefois, la non-violence des origines a vite laissé place, comme en Libye, à une guerre civile atroce faisant des milliers de victimes.

Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Certes, des dictateurs sont tombés comme en Tunisie, en Libye ou encore en Égypte ou au Yémen. Mais est-ce que les aspirations légitimes de la société comme la démocratie, les libertés individuelles, les injustices économiques, la lutte contre l'oligarchie et le népotisme ont abouti ne fut-ce qu'à une lueur d'espoir ? Ou bien le désenchantement s'est-il accru de jour en jour ? On pencherait surtout pour la deuxième option vu les résultats mitigés de ces trois années.

Voyons les pays en question et à la rigueur les pays limitrophes.

La Tunisie : Le président Zine-el Abidine Ben Ali est destitué. Des réformes ont eu lieu mais la transformation ne convainc pas. Les contestations s'accroissent de jour en jour. Des exécutions politiques alourdissent le climat.

L'Égypte : Le Raïs tout puissant Hosni Moubarak cède le pouvoir et est emprisonné. Des élections pour le moins confuses donnent la victoire aux Frères musulmans qui sont à leur tour renversés par les militaires à la suite de manifestations massives. L'issue est incertaine.

La Libye : Le pays à feu et à sang voit la mort du leader Kadhafi. L'ingérence étrangère est forte. Le pays est déstabilisé à la suite de conflits entre régions et tribus. L'avenir reste incertain aussi dans ce pays de six millions d'habitants. Sa richesse énergétique éveille toutes les convoitises étrangères.

La Syrie : Le pays est en pleine guerre civile. Avenir incertain. Le gouvernement en place mène une guerre sans merci contre une partie de son peuple. L'ingérence étrangère a aussi un rôle néfaste et destructeur dans le conflit.

Le Maghreb : L'Algérie et le Maroc ont réalisé des réformes et sont pour l'instant à l'abri des contestations populaires. Mais jusqu'à quand ?

Les pays du Golfe : Seul le Bahreïn a subi des révoltes d'envergure, étouffées par l'intervention saoudite.

Le Soudan : Bien qu'en marge des derniers développements, le pays s'est vu scindé en deux avec la création de la République du Soudan du Sud.

Bref, les pays de la région sont en ébullition, tandis que le problème éternel de la région, c'est-à-dire la situation palestinienne semble être oublié. Y a-t-il encore besoin d'avoir des espérances ?



Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Le rôle de la Direction Générale de l'Aviation Civile

Vous pouvez décoller en toute tranquillité, la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) veille sur le ciel français ! Sécurité et sûreté font partie de ses préoccupations quotidiennes mais les missions qui lui sont confiées sont bien plus étendues. Rattachée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, cette administration de l'Etat, composée d'un secrétariat général et de trois directions, est en effet en charge de tout ce qui a trait au transport aérien civil.

Première mission : la sécurité

Tout d'abord, la DGAC est responsable de la sécurité et de la sûreté aérienne. A travers notamment la mise en place de procédures de certification, d'agrément et de contrôle, elle assure un haut niveau de sécurité dans l'écoulement du trafic. De plus, ce service de l'Etat veille à la sûreté, c'est-à-dire la protection de l'aviation civile contre tous les actes malveillants parmi lesquels figure le terrorisme. Mission cruciale menée principalement par son premier bras armé qu'est la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile (DSAC).

D'ailleurs, cet ange gardien du ciel français collabore étroitement dans le cadre de cette première mission avec le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA). Cette autorité est quant à elle chargée de mener les enquêtes de sécurité relatives aux accidents ou aux incidents graves de l'aviation civile, d'en analyser les causes pour éviter qu'ils ne se reproduisent. Le BEA représente également l'Etat français dans les enquêtes dirigées par des autorités étrangères et leur fournit une assistance technique.

La DGAC et plus précisément sa Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA) joue également le rôle de prestataire de services pour les compagnies aériennes et l'aviation générale. Prestation pour le moins incontournable puisqu'au moyen de ses centres de contrôle en route et de ses tours de contrôle, elle permet la navigation des aéronefs dans l'espace aérien français. C'est en effet ce service de l'Etat qui supervise l'activité de contrôle aérien.

Réguler le ciel

Par le biais de la Direction du Transport Aérien (DTA), la DGAC élabore les politiques publiques du transport aérien. Elle est en effet, dans ce secteur, l'interlocuteur privilégié des compagnies aériennes, des aéroports, de leurs salariés et des passagers en matière économique, juridique et sociale. Elle soutient notamment l'industrie aéronautique par l'octroi de subventions de recherche ou d'avances remboursables. La gardienne du ciel français assure en somme le rôle de régulateur dudit secteur dont l'activité représente environ 4% du PIB.

De surcroît, cette administration est également en charge de mener à bien une politique de transition écologique du transport aérien. Replacer l'aviation dans son domaine de pertinence, lutter contre le changement climatique et réduire toutes les nuisances locales, notamment sonores, sont les trois grandes priorités sur lesquelles la DGAC fonde sa stratégie environnementale. A titre d'exemple, elle a participé à la mise en œuvre sur le territoire français du projet « Atlantic Initiative to Reduce Emissions » entre la Commission européenne et

l'administration fédérale de l'aviation des Etats-unis visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et le bruit.

En outre, les missions de la DGAC s'inscrivent dans un cadre tant européen qu'international. En effet, elle participe également aux travaux d'organismes supranationaux tels que l'Organisation internationale de l'aviation civile, Eurocontrol, l'Agence européenne de la sécurité aérienne et la conférence européenne de l'aviation civile. Elle se concentre aujourd'hui notamment sur la construction d'un Ciel unique européen dont l'objectif est une harmonisation de la gestion des trafics aériens en élevant les standards de sécurité tout en réduisant les coûts et l'impact environnemental.

Un accent mis sur la formation aéronautique

Enfin, la DGAC assure la tutelle de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) et est de ce fait garante de la qualité de la formation aéronautique française. Rappelons que la France dispose de la plus grande école d'aviation européenne qui forme à la quasi-totalité des métiers du transport aérien.

En définitive, la Direction Générale de l'Aviation Civile exerce les fonctions de régulateur, de prestataire de services et d'autorité de surveillance. A l'aide de son secrétariat général et de ses trois directions que sont la DTA, la DSNA et la DSAC, ce service de l'Etat parvient à assurer la sécurité du transport aérien civil tout en dynamisant ce secteur économique dans le respect des nouvelles normes environnementales.



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Le chaos en Egypte

Au début de l'été, l'Egypte est devenue le théâtre d'importantes manifestations populaires réclamant le départ du président élu, M. Morsi. Ce dernier est alors renversé par l'Armée qui reprend le pouvoir. Mais très vite, les affrontements vont opposer les pro-Morsi, qui comptent essentiellement des Frères musulmans, à l'armée, conduisant à des massacres de civils et créant un chaos dans le pays.

À la question d'une journaliste : « *Pourquoi d'après-vous le 'Printemps arabe' en Egypte s'est terminé par un quasi fiasco ?* », l'ancien ambassadeur et actuel député du parti d'opposition CHP, Monsieur Faruk Loğoğlu, répond ainsi : « *Dire que le 'Printemps arabe' s'est terminé est une conclusion hâtive et fautive. Et le terme fiasco est carrément injuste. Les revendications dans les pays arabes concernant la liberté et la démocratie continuent et vont continuer. Mais ceux qui résumant la démocratie uniquement aux élections seront tôt ou tard écartés, tout comme M. Morsi. Ce dernier a en effet utilisé la légitimité que lui avaient donnée les urnes pour instaurer la charia. Il a préféré ignorer les revendications de liberté de son peuple et n'a rien fait pour résoudre les graves problèmes économiques du pays. Pour que la démocratie puisse se développer dans les pays arabes, il faut une séparation nette entre la religion et la politique, ce qui n'est pas le cas actuellement.* »

Mais l'enlisement de la situation en Egypte conduit aussi à l'accroissement de la tension dans la région, et également à marginaliser la Turquie. En effet, le soutien qu'apporte cette dernière au président Morsi ne trouve pas d'écho favorable, ni parmi ses alliés occidentaux (américains et européens), ni parmi les pays de la Ligue arabe. De plus, la tension ne cesse de monter entre la Turquie et les Etats-Unis d'une part, et avec l'Arabie Saoudite d'autre part.

Une partie de la presse et l'opposition en Turquie se sont emparées alors de la situation pour critiquer la politique extérieure du parti au pouvoir (décrié également pour son soutien à l'opposition en Syrie) qui ambitionnait une politique de « *zéro problème de voisinage* » et qui finit par isoler le pays sur la scène internationale. Face à ces critiques, les responsables rétorquent en parlant d'une « *solitude honorable* ». Cette position sera-t-elle tenable longtemps ?

Le « *Printemps arabe* » est un processus long mais deux facteurs y seront décisifs : d'abord le développement de la laïcité dans les pays arabes, à ce sujet je citerai la déclaration de Bernard Henri Lévy parue dans le quotidien Cumhuriyet « *Le concept d'islam modéré a été lancé par les Européens mais aujourd'hui on se rend compte que moralement cela a conduit à une illusion répréhensible* ». Et ensuite un nécessaire changement de la politique des Occidentaux qui vise à contrôler les sources d'énergie, le pétrole et le gaz.

Offshore Leaks : les juridictions à palmiers sous le feu des projecteurs

Le 14 juin a été ouverte au public la base de données « *Offshore Leaks* ». Cette découverte s'inscrit dans un contexte particulièrement houleux de scandales financiers, après l'annonce du compte bancaire suisse non déclaré de Jérôme Cahuzac ou encore des méthodes d'optimisation fiscale pratiquées par Google ou Starbucks. L'enquête, publiée par l'International Consortium of Investigate Journalist (ICIJ), avec l'aide de 36 médias internationaux et à grand renfort de publicité, met en évidence les relations entretenues par de nombreuses entreprises et personnalités dans le monde avec des sociétés offshore.

Les dessous du tour de passe-passe

Près de 2,5 millions de dossiers, faisant référence à quelques 12000 sociétés, ont été mis à disposition du public il y a quelques semaines, sur une plate-forme du site internet de l'ICIJ. Celle-ci établit des liens entre des « *bénéficiaires* » et des filiales de grandes entreprises localisées aux îles Vierges, dans les Caraïbes ou encore aux îles Britanniques. À elles seules, ces dernières hébergent 40% des compagnies offshore du monde. On y découvre d'impressionnants montages financiers, destinés à rendre quasi impossible la traçabilité des fonds et l'identification de leurs propriétaires.

Leurs fonctionnement est pourtant assez simple. Il vous suffit tout d'abord de choisir l'un des quelques soixante paradis fiscaux dans le monde. Vous y créez une compagnie, une fondation ou autre dans laquelle vous placez discrètement vos fonds ; en faisant appel à un prête-nom pour plus de confidentialité. Ensuite,

vous faites ouvrir un compte bancaire pour cette entité, dans l'idéal localisé dans un autre paradis fiscal afin d'opacifier l'origine des ressources. Jusque-là, rien d'illégal. Pour la suite, les choses se compliquent légèrement. De la grosse mallette noire au faux procès, il faut choisir une méthode pour déplacer votre argent. Puis vous l'investissez ou vous tentez de rapatrier ces fonds dans votre pays d'origine, via par exemple des assurances-vie.

Un tiers des richesses mondiales

Ces pratiques sont largement répandues à travers le monde. Sont cités par exemple une héritière espagnole, l'homme d'affaire décédé Gunther Sachs ou encore le président de l'Azerbaïdjan. En France, une personnalité, Jean-Jacques Augier, et deux banques, BNP Paribas et le Crédit agricole, figurent sur la plate-forme. Ainsi, dans les années 1990-2000, la BNP, à l'aide de ses filiales de Singapour et Hong-Kong, aurait participé

à ces pratiques. Comme il est illégal de proposer ces services à des clients venant de pays où ces sociétés sont interdites, la banque faisait appel à des prête-noms qui couvraient des clients déclarant habiter en Asie. Pourtant, cette dernière prétend avoir eu parfaitement connaissance, à l'époque, de « *l'identité de ses clients* » et de « *l'origine et l'emploi des fonds ainsi que les motivations* » de ces placements...

Quoi qu'il en soit, le libre accès à cette base de données devrait permettre d'affiner ces informations, voire même de mettre à jour de nouveaux scandales. Effectivement, comme le fait remarquer le magazine suisse Bilan en parlant de « *pétard mouillé* », l'étendue des révélations n'est pour l'instant pas à la hauteur des vidéos de promotion qui annonçaient l'événement (par exemple en France, un seul nom a été cité). Mais ce qui est intéressant ici, c'est que cette recherche de transparence met en danger les paradis fiscaux ; car selon M. Murphy, auteur d'un livre sur le sujet, « *le secret est le principal produit que ces endroits ont à vendre* ».

* Justine Babin



À la conquête du Conseil de sécurité

(Suite de la page 1)

Chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales, l'organe exécutif de l'ONU se compose des puissances alliées de la Seconde Guerre mondiale et de dix membres non-permanents, élus pour un mandat de deux ans non immédiatement renouvelable. C'est donc un de ces postes-là que la Turquie peut convoiter, du moins tant que les pistes pour une réforme du Conseil de sécurité n'auront pas abouti.

Un cinquième mandat ?

La Turquie a été élue à trois reprises au Conseil de sécurité dans les années 1950-1960. Elle a de nouveau rejoint le cercle en 2009-2010 et a annoncé sa candidature pour un mandat en 2015-2016. L'élection des membres non-permanents pour cette période n'aura lieu que lors de la 69^e session de l'Assemblée générale, à l'automne 2014, mais les autorités turques entendent bien les anticiper. Pour être élu au Conseil, un pays doit d'abord être désigné candidat au sein de son groupe régional, puis recueillir les 2/3 des voix des 193 Etats membres de l'ONU. Au carrefour entre deux continents, la Turquie est un de ces rares pays qui appartiennent à deux groupes régionaux : celui des Etats d'Asie et celui des Etats d'Europe occidentale et autres Etats. Pour toutes les questions électorales, elle se rattache au second groupe, auquel deux sièges sont attribués parmi les dix du Conseil. A l'heure actuelle, la Turquie est en concurrence avec l'Espagne et la Nouvelle-Zélande, qui ont tous deux annoncé leur candidature pour le même mandat. Lors de sa dernière élection, en 2008, la Turquie l'avait emporté haut la main devant l'Autriche et l'Islande, avec l'approbation de près des 3/4 de la communauté internationale. L'enjeu en 2014 sera de conserver cette position de membre « bien élu », pour conserver sa légitimité à siéger dans la cour des grands.

De nouveaux défis pour 2015

Face à la Nouvelle-Zélande et l'Espagne, dont les derniers mandats remontent respectivement à 1994 et 2004, la Turquie peut mettre en avant la continuité de son action au Conseil de sécurité. Selon un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères, ce nouveau mandat apporterait « une valeur significative à la paix et à la sécurité internationales dans une période de changement rapide et décisive ». Au vu des événements survenus depuis son dernier mandat, on comprend bien ce dont parle Ankara. Si elle venait à être de nouveau élue, le défi pour la Turquie, qui a vu sa politique extérieure malmenée par les soulèvements liés aux Printemps arabes, pourrait être de réaffirmer sa position de puissance régionale et sa capacité de soft power.

* **Alix Maisonnave**

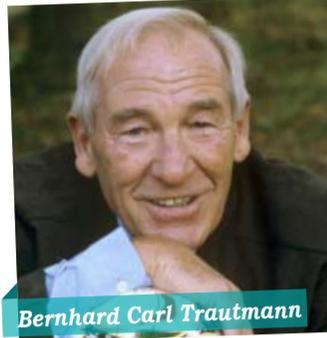


Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoît
Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Adieu à une légende

Lorsque la guerre a éclaté, je me suis porté volontaire. J'avais 16 ans. La plupart de mes amis a fait de même. Nous n'avions pas pensé aux raisons qui nous motivaient. Nous n'avions pas d'opinion. Car le système éducatif était aux mains d'Hitler et on nous avait lavé le cerveau. Aucun de nous ne pouvait penser de façon libre. C'est toujours Hitler qui décidait pour nous. Bernhard Carl Trautmann est né en 1923. Durant les premières années de la Seconde Guerre mondiale, il entre dans Les Forces Aériennes allemandes. Après 3 ans passés sur le front Est et 5 médailles d'honneur, il est envoyé au front Ouest. Le roman qui fut écrit au lendemain de la Première Guerre mondiale eut raison. Rien n'avait réellement changé au front Ouest. Le pilote Trautmann fut capturé par les soldats anglais sur le champ de guerre où il n'y avait plus trace d'humanité et où régnaient la barbarie et les massacres et fut transféré à la prison des criminels de guerre de Lancashire. Le jeune pilote, qui fut parmi les 90 membres du régiment (de 1000 personnes) à voir la fin de la guerre ne voulut pas être renvoyé dans son pays et lorsqu'il fut libéré en 1948 il resta à Lancashire. Là, il pratiquait l'agriculture et était gardien de but de St Helen's, l'équipe du village. Il a aussi travaillé à Liverpool dans une équipe de désamorçage de bombe. En fait, ce jeune Allemand était un milieu de terrain mais il fut blessé en jouant dans un camp de prisonniers et il devint alors gardien de but. Il y joua durant 2 saisons et en 1949, il signa avec une équipe de la 1^{ère} ligue, le Manchester City. Cependant, pendant la signature, 20.000 protestataires se sont rassemblés devant le bâtiment du club pour montrer leur mécontentement. Pour eux, il était impensable qu'un ancien parachutiste allemand défende le goal d'une des plus anciennes équipes d'Angleterre. Cependant, Trautmann allait devenir une des légendes du club. Il se taît et fait son boulot. Sur les 250 matchs joués par le Manchester City en 5 ans, il en a joué 245. En 1952, l'équipe de Schalke lui propose 1000 pound pour l'acheter. « Il en vaut au moins 20 fois plus! » rétorque le Manchester, déclinant ainsi l'offre. Sa performance en 1956 lui vaut le Prix de l'Association des Journalistes de Football (décerné ainsi pour la première fois à un étranger). Quelques jours plus tard, il joue le match qui va le faire entrer dans l'histoire. Coupe d'Angleterre. Lieu: stade de Wembley. Le Manchester gagne 3-1 face au Birmingham City. Peter Murphy, l'attaquant du Birmingham City s'introduit dans la surface de réparation. Trautmann plonge aux pieds de Murphy, sauvant la balle, mais le genou de l'adversaire heurta violemment le cou de Trautmann. Le gardien allemand perd connaissance et



Bernhard Carl Trautmann

l'arbitre arrête le jeu. Comme le Manchester n'avait plus droit au changement de joueur, Trautmann, malgré sa douleur fut obligé de jouer les 15 dernières minutes. Le capitaine du Manchester Roy Paul voit que Trautmann tient difficilement debout et propose que le défenseur Roy Little passe au goal. Trautmann refuse. Durant les 15 dernières minutes, il s'efforce de tenir debout et sauve les tirs au but d'Eddy Brown et Peter Murphy. A la fin du match, il se heurte à un de ses joueurs, Dave Ewing et doit à nouveau être soigné. Le match prend fin et le Manchester remporte la coupe. Même le Prince Philip, qui participe à la cérémonie des médailles remarque l'état de Trautmann. 3 jours plus tard, les résultats des analyses de Trautmann arrivent: une vertèbre cervicale brisée en 2 endroits et une vertèbre enfoncée dans une autre. Malgré cela le gardien allemand a tenu debout durant 15 minutes et sauvé 2 tirs au but. Alors qu'on annonçait la fin de sa carrière, Trautmann joua encore une saison et demie. A la fin de sa carrière, il aura défendu le goal du Manchester City 545 fois durant 15 ans (de 1949 à 1964). A la question « Quel est le meilleur gardien de l'histoire du foot? » le légendaire gardien russe Lev Yashin répondit: « Il n'y a que 2 gardiens: Lev Yashin et le gardien du Manchester, l'Allemand Trautmann ». Concernant sa performance entrée dans l'histoire, Trautmann dit: « Je ne veux pas qu'on se souvienne de moi comme un mauvais gardien ayant les cervicales cassées mais comme un très bon gardien ». Malgré sa carrière, il n'a jamais porté le maillot de l'équipe nationale Allemande, il le refusait. 60.000 personnes étaient venues assister dans les tribunes à son jubilé en 1964. Cet homme qui durant toute sa vie a défendu les Anglais face aux Allemands et les Allemands face aux Anglais était un véritable ambassadeur du football. Si bien qu'en 2004, grâce à sa contribution dans les relations entre les deux pays, il fut couronné de l'Ordre de l'Empire britannique. Son rôle d'ambassadeur ne s'arrêta pas aux frontières Angleterre-Allemagne. A la demande de la Fédération Allemande de Football, il se rendit dans les pays du tiers monde tels que la Birmanie, la Tanzanie, le Pakistan et le Libéria pour faire connaître et aimer le football. Cette légende s'est éteinte à 89 ans dans sa maison d'Espagne ce 21 juillet. En entrant dans les forces allemandes il a fait une erreur de jeunesse, en a payé les frais durant des années mais a réussi à gagner le respect de ceux qui le regardaient avec dégoût. Pilote de guerre, prisonnier de guerre, gardien de but. A chaque nouveau commencement, une nouvelle vie. Toutes mes condoléances aux amoureux du football.

Uğur Hüküm l'Homme aux multiples destins

Ce turc francophone avait beaucoup apporté à la radio ainsi qu'à tous les autres domaines culturels auxquels il avait pu apporter sa collaboration au cours de sa carrière.

Uğur Hüküm est disparu soudainement le 4 juin, à l'âge de 64 ans, des suites d'une crise cardiaque.

Né en 1949 à Istanbul, il avait effectué une partie de ses études à la *Middle East Technical University* d'Ankara. C'est en 1974, à son arrivée à Paris, qu'il se plonge dans l'apprentissage du français et que débute son engagement politique en tant que militant de gauche. Proche du Parti Ouvrier de Turquie, il restera un repère dans ce domaine pour les ressortissants de la communauté turque en France.

C'était un homme polyvalent. Il fut tour à tour sociologue, chercheur, journaliste, critique de cinéma... Il pris part à la rédaction des revues *Altyazi*, *Nokta*, *Notos*, *Oluşum*,



Tiyatro Dergisi, *Türk Sineması*, *Jazz Dergisi*, *Geo*... et il a été aussi le correspondant du quotidien turc *Cumhuriyet* à Paris à ce titre il a été régulièrement invité à couvrir le Festival de Cannes. Grâce à sa formation de comédien, il eu aussi l'opportunité de secondé Yilmaz Güney dans le tournage de son célèbre film *Yol*.

Mais c'est à la radio qu'il a le plus apporté au cours de sa carrière. Il fut notamment l'un des fondateurs, en 1991, de Radio Soleil où il dirigea par la suite de nombreuses émissions en truc. Quelques années plus tard, en 1993, il fut nommé producteur délégué et chef de service en langue turque à Radio France Internationale (RFI).

Aux côtés de sa femme, Defne Gürsoy, il publia également un livre *Istanbul Bir Sivil Toplumun Doğuşu* (Istanbul, émergence d'une société civile, 2006) et, avec Gaya Petek Turcs en France/*Fransa'da Türkler* (2007).

Uğur Hüküm va manquer à son auditoire francophone, à la communauté turque de France mais aussi plus largement à tous ceux qui savaient apprécier sa capacité à retranscrire le monde avec justesse et humanité.

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Aujourd'hui
la Turquie

Edité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Directeur de la rédaction : Hossein Latif Dizadj • Rédactrice en chef : Mireille Sadège • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0713 | 89645 • www.aujourd'huiatourquie.com • alaturque@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. n. 59 İstanbul • Tél. 0216 550 22 50 • GSM : 0533 294 27 09 • Fax : 0216 550 22 51 • Genel Yayın Yönetmeni : Hossein Latif • Yazışmaları Müdürleri : Mireille Sadège, Daniel Latif • Yayın Koordinasyonu : Kemal Belgin • Sorumlu Yazışmaları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Conseil juridique : Bahar Özeray • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Atilla Dorsay, Ayhan Cöner, Berk Mansur Delipinar, Celal Biyıklıoğlu, Daniel Latif, Doğan Sumar, Egemen Berköz, Enver Koltuk, Erkan Oyal, Hugues Richard, Hasan Latif, J. Michel Foucault, Jean-Michel Tricart, Kasım Zoto, Kemal Belgin, Luc Vogin, Merve Özay, Merve Şahin, Müyesser Saka, Nevzat Yalçıntaş, Nolwenn Allano, Onur Eren, Onursal Özatacan, Osman Necmi Gürmen, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendan İlal, Sönmez Köksal, İnci Kara, Yasemin İnceoğlu • Comité de soutien : Alaattin Büyükkaya, Arhan Apak, Burcu Başak Bayındır, Bülent Akarcalı, Ercüment Tezcan, Hayri Ülgen, Işık Aydemir, İlhan Kesici, Sera Tokay, Şener Uşümezsoy • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Traduction : Trio • Correspondantes : Mireille Sadège (Paris), Daniel Latif (Paris), Sandrine Akrin (Toulouse), Duygu Erdoğan (New York), Sinem Çakmak (Strasbourg, Bruxelles) • Photo : Aramis Kalay • Conception : Ersin Uçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Apa Uniprint Basım AŞ. Hadımköy m. 434 s. 34555 Arnavutköy Tel: 0212 798 28 40 • Distribution: NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Biyıklıoğlu (Président), J. Michel Foucault, Erkan Oyal, Merve Şahin.

Rafet Azat : le coiffeur de Moda

Se faire coiffer par Rafet Azat est une expérience en soi. La première surprise, et non la moindre, est celle de ne pas avoir peur de se retrouver sous ses paires de ciseaux. Nous ressentons toujours une certaine appréhension en confiant nos cheveux à un coiffeur. Que nous ayons une longue crinière longtemps travaillée ou à peine quelques cheveux sur la tête, nous n'avons aucune envie de raser les murs à la sortie du coiffeur, dans l'espoir que personne ne remarque notre coupe de cheveux ratée qui nous change complètement le visage.

Eh bien avec Rafet Azat, il n'y a aucun souci à se faire. Dès que nous nous retrouvons sur le fauteuil de ce charmant salon de coiffure du quartier de Moda, nous nous sentons en sécurité. Rafet Azat maîtrise parfaitement son art. Il comprend en quelques mots ce que nous attendons, et il s'applique à respecter nos consignes, tout en nous conseillant subtilement sur ce que nos cheveux mériteraient, sur ce qui convient à la forme de notre visage...

Après le shampoing tout en douceur donné par Yalçın, qui nous fait vivre un moment de pure relaxation, nous nous dirigeons vers le fameux fauteuil de coiffure, en face du traditionnel miroir qui nous permet de jeter un regard sur le coiffeur. Nous nous laissons porter par le coup de ciseaux de Rafet Azat, et en l'espace d'une quinzaine de minutes, nous voilà métamorphosées. Le brushing final se fera à quatre mains : la ravissante Aysun accompagne Rafet Azat pour apporter la touche ultime à la coiffure.

La pédicure, elle aussi, est menée par des mains de maître. Après avoir laissé tremper vos pieds quelques minutes, Nigar sort ses instruments et vous lime, polit, vernit les ongles d'un geste souple et assuré. Mais ce n'est pas seulement la pointe de vos pieds qui fait l'objet de son attention ; ils sont soignés tout entiers par un gommage et un délicieux



massage. Expertise et bien-être sont les maîtres-mots d'une pédicure au salon de Rafet Azat.

Entre deux coups de brosse et de vernis, nous avons posé quelques questions au maître, afin de comprendre un peu mieux le rôle et l'évolution des salons de coiffure en Turquie.

A quand remonte l'apparition des salons de coiffure en Turquie ? Peut-on se risquer à une comparaison avec les Hammams ?

Les salons de coiffure sont présents en Turquie depuis l'époque Ottomane. On ne peut pas dire qu'ils soient un prolongement des Hammams, tout simplement parce que ce sont des cultures très différentes. Le Hammam symbolise le nettoyage du corps, le soin corporel, alors que les salons de coiffure sont dédiés aux soins des cheveux. Les salons ont commencé à se développer après la création de la République de Tur-

quie (1923, *ndlr*). Avec tous les développements qu'ils ont connus, ils ne sont plus seulement des salons de coiffure mais de véritables salons d'art pour les cheveux.

Lors de leur création, y avait-il tous ces différents soins comme la manucure, la pédicure, l'épilation, la coloration... ? Et qu'en est-il aujourd'hui ?

Au départ, tous ces différents services comme la manucure, la pédicure ou l'épilation n'existaient pas dans les salons de coiffure. Les techniques étaient insuffisantes. Ce n'est que récemment que ces services sont apparus.

Comment les salons de coiffure se sont-ils adaptés à cette évolution et quels sont les nouveaux services aujourd'hui qui n'existaient pas dans les années 80 ?

La technologie n'était pas aussi évoluée auparavant. Il y avait seulement des techniques anciennes, telles que la permanente ou le fer à friser, afin de donner une forme à la chevelure. Puis, dans les années 80, les techniques de coloration se sont beaucoup développées, on a également vu apparaître de nouveaux produits de soin du cheveu, des modèles de coupes de cheveux innovants. On peut vraiment dire que les années 80 représentent la période du renouvellement des salons de coiffure.

Y a-t-il eu un changement dans le profil de votre clientèle ?

Dans les salons, le changement est constant. Vous ne pouvez pas faire un même modèle de coupe de cheveux trois ou quatre ans de suite. Le changement fait partie intégrante du métier. Ce sont les coiffeurs et la cliente qui décident ensemble du modèle qui convient au visage de la cliente. Chaque visage a sa propre spécificité qui exige son propre modèle. Il

y a aussi bien évidemment un changement générationnel. Aujourd'hui, la mère et la fille ont chacune un point de vue très différent. Nous vivons à l'époque des nouvelles technologies, la fille peut par exemple demander un modèle qu'elle a vu en surfant sur internet. Auparavant c'était la mère qui amenait sa fille au salon et qui décidait le modèle de coupe de cheveux pour sa fille. Les temps ont changé.

Y a-t-il une concurrence avec les salons de beauté ?

Les salons de beauté sont le prolongement des salons de coiffures, le salon de beauté n'a pas surgi tout d'un coup. Les développements technologiques ont permis l'inauguration des salons de beauté. On peut parler d'une « concurrence charmante » avec les salons de beauté, d'une petite rivalité professionnelle. C'est tout.

Pensez-vous que les coiffeurs de quartier existeront toujours ? Quels sont vos atouts par rapport aux salons de beauté ?

En Turquie, les gens conservent encore la culture de quartier et le commerce de proximité, c'est-à-dire qu'ils préfèrent faire leurs courses chez l'« épicier du coin », chez leur boucher... Généralement, ils préfèrent ce qui est plus proche de chez eux. Cette préférence est présente aussi pour les salons de coiffure. Bien sûr, être plus proche n'est pas suffisant. On doit aussi satisfaire la cliente. Ce qui reste toujours notre priorité.

Quant à l'avenir de notre métier, nous le ferons tant que la culture de quartier existera.

Donc vous ne vous inquiétez pas des grands centres commerciaux et autres grosses chaînes de coiffeurs...

Je ne m'en inquiète pas parce que je fais ce métier depuis 36 ans dans le même salon. Si j'exerce ce métier depuis tant d'années, c'est une preuve que je fais mon métier correctement. Alors je n'ai aucune raison de m'inquiéter. (Sourire)

* Amandine Canistro et Justine Babin
Photos : Marie Piessat
Traduction : Derya Alemdaroğlu



Le charme des pharmacies d'antan

La pharmacie de Nükhet Can est une petite boutique située à Kadıköy, Moda. Ouverte en 1968, ce petit commerce est le témoin de l'évolution du quartier de Moda mais aussi d'Istanbul. Mehmet Temir, préparateur en pharmacie depuis plus de quarante ans, nous reçoit et nous fait découvrir l'authenticité de ce magasin.

Loin des standards des pharmacies actuelles, impersonnelles et semblables à des supermarchés, cette pharmacie est une petite boutique très typique qui a su conserver l'âme des pharmacies d'antan. Ici, aucun artifice, aucune publicité, le client est accueilli au milieu des médicaments rangés soigneusement dans de grandes vitrines. Certains clients habitués s'assoient et prennent le temps de discuter avec leur pharmacien. La simplicité du magasin en fait tout son charme. Ouverte en 1968 par Nükhet Can, pharmacienne de profession, cette pharmacie est une petite entreprise familiale,

c'est aussi la deuxième pharmacie la plus ancienne de Kadıköy.

L'évolution d'un métier et d'un quartier
Mehmet Temir, préparateur en pharmacie, nous accueille le journal à la main et nous raconte l'évolution de ce commerce. « Je travaille depuis 40 ans dans cette pharmacie, beaucoup de choses ont changé tant dans ma profession que dans le quartier. En quarante ans, 50% du profil de notre clientèle a changé, autrefois il y avait beaucoup plus d'élites à Moda dont beaucoup plus de minorités religieuses. Aujourd'hui il ne reste plus que quelques clients habi-

tés qui n'hésitent pas à faire plusieurs kilomètres pour venir acheter leurs médicaments dans notre magasin. Le quartier a aussi beaucoup changé, de nombreuses maisons en bois ont disparu pour laisser place à de grands immeubles. »

La réputation de la pharmacie est encore intacte en 40 ans, cependant Mehmet Temir déplore l'évolution de son métier. « Lorsque j'ai commencé, j'avais beaucoup de libertés je pouvais prendre beaucoup d'initiatives ; mais depuis que les remboursements existent, tout est devenu officialisé ». Mehmet Temir consi-



dère avec nostalgie que la modernisation de son travail a profondément modifié la fonction initiale des préparateurs en pharmacie. « Nous sommes devenus des fonctionnaires ».

Lorsque l'on demande à Mehmet Temir ce qu'il adviendra de la pharmacie une fois que Nükhet Can sera à la retraite, il nous répond que le magasin fermera ; et c'est autant de souvenirs qui disparaîtront avec cette pharmacie.

Hyundai, le nouveau Dom Juan coréen met le grappin sur l'Europe



« Il faut prononcer « Hiyoundé » c'est pas « Iyoundaïe » ni même « Oundaye », ironise Deok-Jeong Im, Président de Hyundai Motor France, qui parle remarquablement le français. Ce nom signifie en coréen : modernité. On aurait aussi pu le prononcer à ma façon : « You'n'daïe », un romantique « Toi et moi » dans la langue de Shakespeare : You and I. On aurait pu... si les relations entre Hyundai et le gouvernement français étaient au beau fixe ! Car en ce moment la chansonnette que fredonne le Ministre du redressement productif est plutôt dans le registre du « Without you ». En effet, le 26 septembre 2012, Arnaud Montebourg dénonçait « les Français qui achètent des Hyundai et des Kia », enchérissant qu'ils ne contribuaient qu'à renforcer « une forme de dureté sociale ».

En dépit de cette invective, et malgré le fait que la Garde des Sceaux Christiane Taubira ait déclaré dans son patrimoine une Hyundai datant de 2008, les relations sont toujours quelque peu embarrassantes et la marque coréenne « souffre d'un déficit de notoriété important en France » selon M. Im.

Hyundai veut conquérir la France et est prêt à tout pour la courtiser. Cela passe

tout d'abord par une « adaptation au goût des Français et des Européens » de leur production. Pour mieux épouser le marché français, les motorisations diesel ont été favorisées mais Hyundai reste très attentif sur l'évolution de l'avantage fiscal de ce carburant et se tient prêt à rééquilibrer sa production de versions essence. Certes Hyundai, avec la i30, n'a pas raffé le titre de la voiture de l'année 2013 mais la direction compte revenir à la charge en 2014, mettant le cap cette fois-ci sur la première place du podium. En s'attaquant aux marques déjà bien installées comme Volkswagen, avec la Golf, Hyundai veut réaffirmer son positionnement de constructeur de véhicules modernes et premium tout en étant à la fois accessibles. Le constructeur sud-coréen veut se revendiquer européen car une partie de ses modèles sont fabriqués en République tchèque et en Turquie et n'exclue pas une éventuelle production en France prochainement...



Le Pacte Hyundai : pour le meilleur et pour le pire.

Ce nouveau constructeur européen se veut grand seigneur, il propose ainsi une indécente garantie avec kilométrage illimité, l'assistance dépannage et le contrôle annuel gratuit pendant 5 ans.

Un triple soufflet qui a de quoi inquiéter tous ses rivaux. En guise d'ultime séduction, Hyundai veut rassurer ses nouveaux clients en leur offrant également une assurance perte d'emploi. Fini le Pôle emploi : le constructeur s'engage, dans le cadre d'un Pacte, à accompagner son client en cas de difficultés, pour le meilleur et pour le pire. Ici, la voiture sera plus qu'un simple moyen de locomotion, mieux qu'un conjoint, elle sera votre coach et vous promet une réinsertion sur le marché de l'emploi.

Suivons les conseils d'Arnaud Montebourg et regardons « ce qu'il y a derrière les vitres de la voiture ». « L'inconvénient quand les équipements sont foisonnants, lance Stéphane Godefroy, chef de gamme Hyundai Motor France, c'est qu'ils ne tiennent pas sur un seul slide Powerpoint ». L'on se demande ce qui pourrait se cacher derrière cette volonté d'un constructeur aussi attentionné et prêt à tant d'efforts pour se faire accepter auprès de sa future clientèle. Cette voiture a tout d'une grande : un écran GPS tactile, une boîte de vitesses à six rapports, pédales façon aluminium, aide au démarrage en côte, une caméra de recul, un toit ouvrant panoramique...

Un nouveau venu qui veut se placer au même niveau que ses rivaux avec quasiment les mêmes tarifs, voilà de quoi rassurer les inquiétudes du Ministre du redressement productif qui craignait une concurrence déloyale. Hyundai, tel le nouveau Dom Juan, s'est attaché, avec ténacité et détermination, à montrer son réel investissement au-delà du simple coup marketing et souhaite obtenir l'occasion de faire ses preuves. Difficile de s'opposer à une telle union.

* Daniel Latif



Pelin Akgün

dostumparis.blogspot.fr

Un hôtel pas comme les autres

Tandis que j'étais à la recherche d'un hôtel qui sorte de l'ordinaire à Paris, je suis tombée sur une adresse tout à fait atypique en plein cœur de la capitale. Ne me demandez pas comment j'ai atterri là-bas, c'est tout à fait par hasard !



Pourquoi tant de précaution pour présenter cet hôtel ? C'est parce qu'il a la particularité d'avoir été pensé pour satisfaire les amoureux cherchant à passer un moment intime dans un cadre surréaliste.

Ne vous méprenez pas, je ne viens pas vous présenter un hôtel de passe ou une maison close comme on peut en trouver dans certains pays.

Alors qu'entend-on par fantaisie ? Et quelle est la différence avec les autres hôtels me direz-vous ?

Celui-ci propose des chambres surprenantes, comme la chambre au décor des Mille et Une Nuits ou celle rappelant la cabine du capitaine de bateau en passant, pour les plus coquins, par la chambre "donjon". L'autre particularité de cet hôtel est qu'il loue la chambre à l'heure.

Ce concept innovant, qui est pour l'instant le seul à Paris, nous vient du Japon (comme souvent !). L'idée est de permettre aux couples, partageant un petit appartement avec plusieurs membres de leur famille (enfants ou parents) ou aux jeunes couples, de s'isoler quelques heures afin de se retrouver en amoureux. Cela répond à une réelle demande à Paris où la colocation devient de plus en plus importante. J'adore les concepts japonais parce qu'ils répondent souvent à un réel besoin de manière simple, pratique et efficace.

Enfin un lieu où les jeunes amants et les couples désirant mettre un peu de fantaisie dans leur relation pourront se divertir ! Paris étant la ville des amoureux, il était important qu'elle puisse leur proposer un établissement spécialement conçu pour eux. Et la réputation de cet hôtel va grandissante puisqu'il est maintenant indiqué dans tous les bons guides, sur internet, à la radio et même à la télévision.

Avant d'écrire cet article, j'ai visité cet hôtel et j'ai été impressionnée par la qualité et la propreté des lieux (bien mieux que beaucoup d'hôtel à Paris !). Alors laissez tomber vos préjugés et n'hésitez pas à essayer cet endroit.

Sur ce, je vous dis à bientôt les amoureux !



Nami Başer

Considérations
Flou-sophiques

Des vacances pour se vider la tête...

On est en vacances, c'est l'été. Du moins pour tout le corps enseignant aussi bien que pour les élèves des lycées et les étudiants des universités, les vacances vont durer jusqu'au mois de septembre. Sans compter que la fin du ramadan, le mois du jeûne pour les musulmans, va permettre à ceux qui travaillent ailleurs d'avoir le privilège de passer des vacances pendant neuf jours. En quoi consistent ces instants spéciaux où on se donne comme précepte de nous divertir, c'est-à-dire de sortir de nous-mêmes ? Qu'est-ce qui rend si attrayant les moments d'interruption ? Essayons d'en percer le mystère en appelant à notre secours l'étymologie. Peut-être pourrions-nous ainsi mieux comprendre pourquoi on peut lier le vide et les vacances.

Le mot "vacances", aussi bien en français que dans son équivalent turc de "tatil" signifie en fait le vide. Dans les deux langues, c'est au pluriel qu'on emploie ces deux concepts et le fait que le français l'ait emprunté au latin et le turc à l'arabe

démontre que dans la plupart des langues, on a recours à la notion de vide pour désigner les vacances. Il s'agit donc de bien comprendre que, par l'intermédiaire des vacances, on fait l'épreuve du vide. Il y a une certaine absence, une certaine perte, un côté négatif du vide des vacances. Nous avons tous envie de ne rien faire de temps en temps, c'est cela que nous procurent les vacances. Il est vrai que nous pouvons voyager, partir ailleurs, loin de chez nous. Mais nous n'attendons rien de particulier de toutes ces opérations. Elles ne vont pas s'ajouter à notre connaissance objective. Nous allons sortir de nous-mêmes.

En fait c'est cela qui nous attire dans les vacances, la possibilité d'aller ailleurs. Partir non seulement dans un autre endroit mais aussi se débarrasser de notre identité devenue encombrante, en raison du fait que l'homme se lasse vite de toute répétition, de toute itération qui ne nous présente que la même chose. C'est pourquoi nous préférons le vide à une simili-

tude temporelle où nous ne voyons que les mêmes choses qui nous lassent par leur incapacité à nous offrir une alternative.

On connaît l'anecdote : à quelqu'un qui lui disait "Je suis parti en vacances mais je me suis terriblement ennuyé", Socrate aurait répondu : "C'est sans doute parce que tu y as amené toi-même aussi". Cette histoire démontre ce que l'étymologie nous a enseigné par d'autres moyens. Socrate aussi savait qu'il fallait pendant les vacances ne pas être soi, ni être avec soi. Cette interrogation lui a coûté cher. Il l'a payé de sa vie. Heureusement que les vacances sont plus innocentes de nos jours. On se quitte pendant un laps de temps très court (sauf évidemment en Turquie si on est victime d'un accident de la route).

Vive les vacances, qui nous font nous souvenir de nos excursions passagères dans le vide, quitte à nous rappeler nos propres manques dans un paradoxe étonnant.

Smyrne fait-elle toujours de l'ombre à Izmir ?



L'histoire est assez ingrate avec Izmir. Elle est présentée comme la troisième ville du pays de part sa population et le deuxième plus important port et pourtant, très peu sont ceux qui la reconnaîtront en dehors de la Turquie. C'est qu'elle est bien plus célèbre sous son ancien nom : Smyrne. Cette cité millénaire fut fondée durant l'Antiquité par des colons venus de Grèce. Durant les siècles qui suivirent, elle prit progressivement de l'importance avant d'atteindre son âge d'or en tant que province romaine d'Asie. Après la division de l'Empire romain elle fut province de Byzance. Mais c'est réellement à partir de 1426, sous l'Empire ottoman, dont elle était la cité la plus riche, qu'elle atteint son apogée économique et culturelle. Elle faisait partie d'une des principales « Échelles du Levant », statut par lequel le sultan avait renoncé à certaines de ses prérogatives, notamment juridiques, en faveur des négociants français. A la faveur de ces « Capitulations » accordées par l'Empire ottoman, Smyrne bénéficia de relations commerciales variées et notamment d'une location de choix sur la route de la soie. D'autre part, lieu de passage en tant qu'important port commercial, elle a vu coexister en son sein à la même époque Européens, chrétiens orthodoxes et catholiques, musulmans, juifs... C'est à cela qu'elle doit son surnom de « Smyrne l'Infidèle » que lui

affublait ses habitants non-musulmans. Jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la force de Smyrne résidait donc dans son économie florissante, son cosmopolitisme et aussi sa semi-autonomie par rapport au gouvernement central. Mais la chute de l'Empire ottoman et les événements qui s'en suivirent constituèrent véritablement un point de rupture dans sa longue histoire. La ville fut attribuée à la Grèce en 1920 par le traité de Sèvres, en raison de son peuplement majoritairement hellénophone ; ce qui précipita la ville au cœur de la guerre d'indépendance turque et aboutit à sa prise par l'armée kémaliste en 1922. Après confirmation par le Traité de Lausanne en 1923, la ville fut cédée à la Turquie. Malheureusement, quelques jours après cette grande victoire pour la jeune République, un incendie se déclara et ravagea la ville presque entièrement. Ce fut la fin de la première vie de Smyrne, qui naquit à nouveaux selon les plans de deux urbanistes français, René et Raymond Danger. Rebaptisée Izmir, la ville reconstruite, paradoxalement tombée dans l'oubli auprès du grand public, est devenue l'un des symboles de la nouvelle Turquie.



En visite à Izmir, vous pouvez déambuler sur l'une des deux grandes artères - ou *kordon* - de la ville, que sont le *Cumhuriyet Bulvarı*, deuxième *kordon*, et *Atatürk Caddesi*, premier *kordon*. Cette dernière est l'une des rues les plus animées. Longue de quatre kilomètres, elle est bordée de beaux immeubles ainsi que de nombreux bars et restaurants. En la parcourant du Nord au Sud, jusqu'au vieux quartier de *Konak*, vous pourrez profiter de la magnifique vue sur le golfe qui s'étire sur plus de vingt kilomètres ! Au milieu de la promenade, vous pourrez vous arrêter quelques instants sur

Cumhuriyet Meydanı et observer la statue équestre d'Atatürk, érigée à la gloire de l'Indépendance et en mémoire de la prise de Smyrne. Un peu plus loin, après l'embarcadere de *Konak Meydanı*, une grande pelouse longe la baie, juste à côté de la Tour de l'Horloge. Œuvre de l'architecte levantin Raymond Charles Père, elle fut construite en 1901 pour les vingt-cinq ans de règne du sultan Abdülhamit. Ce front de mer, principale attraction de la ville aujourd'hui,



doit beaucoup à son ancien et défunt maire Ahmet Piriştina qui l'a sauvé de la destruction au profit d'un projet autoroutier.

Après cette agréable ballade côtière, sortez des sentiers battus et prenez de la hauteur en vous rendant au fort de *Kadifekale* (en français, la « citadelle de velours »), au sud-est du centre de la ville moderne. Ce site avait été choisi par Alexandre le Grand pour protéger la ville et certaines fortifications construites par les croisés au XIII^e siècle sont encore visibles. Sur la colline, anciennement appelée colline de Pagos, vous pourrez admirer une vue splendide de chaque côté, sur le golfe et sur les terres. Les quartiers avoisinants sont assez vétustes - ça et là broutent paisiblement deux ou trois chèvres - mais depuis quelques années la ville a mis en place des travaux de rénovation et de restauration afin de supprimer les bidonvilles du paysage.

Si les plus férus de vieilles pierres et de charme oriental seront un peu déçus, aller à Izmir est un excellent moyen de vivre et de tenter de comprendre la Turquie d'aujourd'hui. La prise de Smyrne par les troupes d'Atatürk est véritablement un symbole de la République. Sa date, le 9 septembre 1922 a d'ailleurs rajouté un jour férié au calendrier turc. Pour les Turcs, c'est une ville de plus en plus attractive, de part son climat, sa location, ses modes de vie. Elle a d'ailleurs connu un boom démographique au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, où de nombreux habitants des périphéries ont afflué. En déambulant aux côtés de smyrniotes dans les rues rénovées du quartier d'Alsancak, on ressent nettement cette atmosphère plus libérale et décontractée, propre à la ville.



C'est à la fois cette richesse passée et ce dynamisme présent que les représentants politiques essaient de mettre en avant pour appuyer la candidature de la ville à l'Exposition universelle de 2020. Après avoir essuyé un échec il y a cinq ans tous attendent beaucoup des résultats qui sortiront en novembre prochain. Un événement d'une telle ampleur lui permettra de redorer son blason et de la replacer sous le feu des projecteurs, seul atout qu'il manque à Izmir pour retrouver son prestige d'antan.

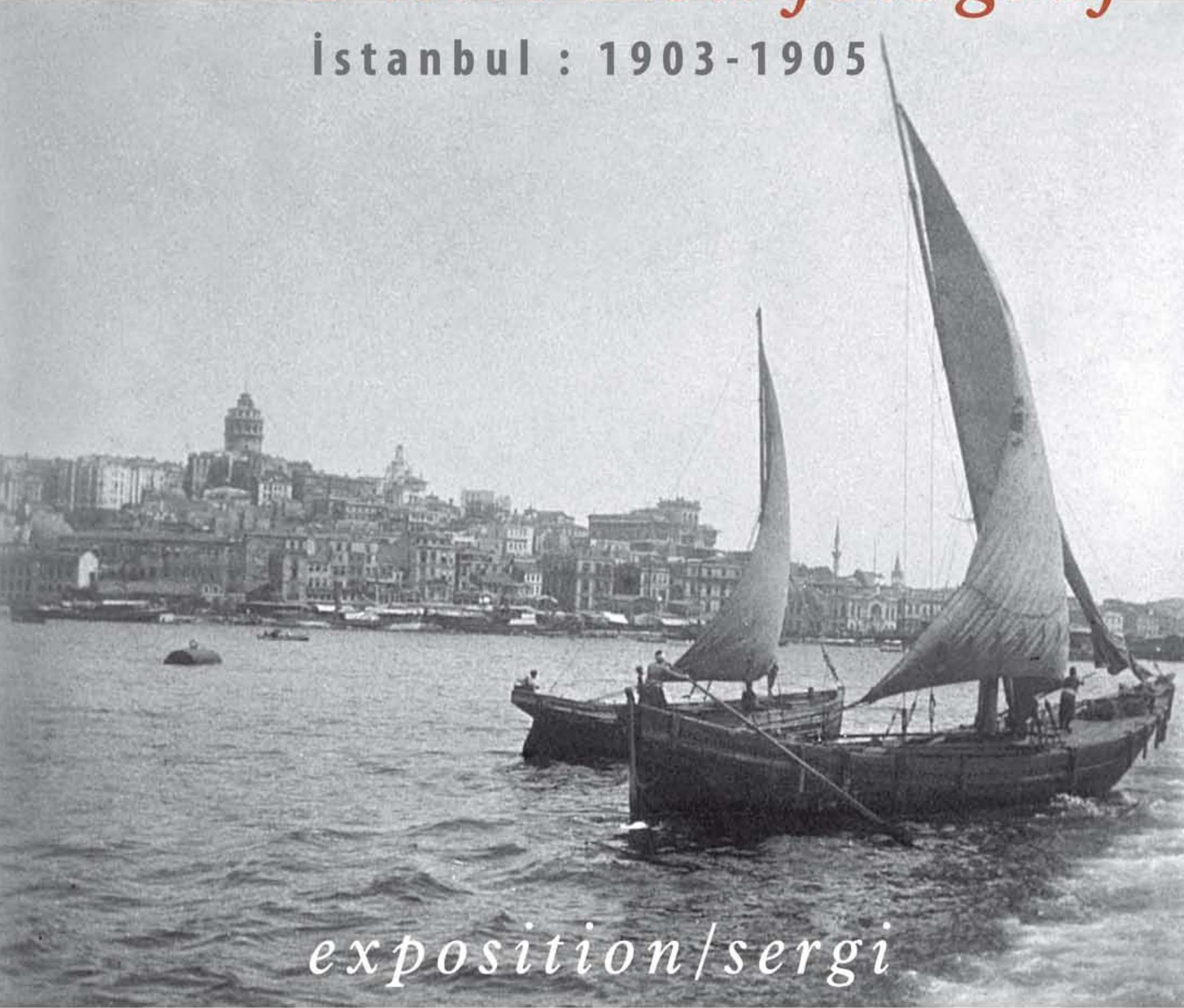
* Justine Babin



P. Loti

Pierre Loti fotoğraf

İstanbul : 1903-1905



exposition/sergi

26/09/2013 - 30/11/2013

*Entrée libre du lundi au samedi de 11h à 18h (20h les soirs de spectacle)
/ İş günleri ve cumartesi, saat 11'den - 18'e kadar (gösteri akşamları : saat 20'ye kadar) giriş serbesttir.*

La Galerie

Lycée Notre Dame de Sion

Notre Dame de Sion Fransız Lisesi

Cumhuriyet Caddesi 127 Harbiye 34373 İstanbul Tel : (0212) 219 16 97



Éditions
Bleu autour

